

NUNATAK

REVUE D'HISTOIRES, CULTURES
ET LUTTES DES MONTAGNES

« Les montagnes et ce qu'elles abritent peuvent prêter à rêver, à s'organiser, à rire ou à lutter. Nous ne voulons pas choisir entre tout ça, mais partager des récits, des expériences qui nous renforcent, en se défiant du folklore. »



Hiver - Printemps 2019

NUMÉRO 4

En couverture : « Désespéré, je vais sautillant parmi les hommes. Ils me considèrent avec une grande méfiance. Car enfin je suis un oiseau dangereux, un chapardeur, un choucas. Mais ce n'est qu'une apparence. En réalité, je n'ai aucun sens des choses qui brillent. »

Gustav JANOUCH, *Conversations avec Kafka*

NUNATAK

Dans la langue des Inuits, le terme *nunatak* désigne une montagne s'élevant au dessus des étendues gelées, où se réfugie la vie pour perdurer pendant l'ère glaciaire.

Cette revue se veut un support pour développer et partager nos critiques, depuis les régions montagneuses que nous habitons.

Nous désirons aussi chercher des moyens de concrétiser notre opposition au monde tel qu'il se présente à nous, dévier du sentier balisé des flux de la marchandise et de l'autorité, nous attaquer à ce qui nous sépare les uns des autres, nous plonger dans les histoires que racontent les ruisseaux, les êtres, les arbres ou les rochers...

Revue d'histoires, cultures et luttes des montagnes

Hiver - Printemps 2019

Dépôt en cours

Prix librairie : 2€

Prix libre partout ailleurs

La parution du prochain numéro de Nunatak est prévue pour la fin de l'été. Si vous êtes intéressés pour participer à la revue, vous pouvez vous mettre en contact avec la rédaction par courrier ou par mail via les adresses ci-dessous.

N'hésitez pas à nous transmettre vos propositions de textes ou d'illustrations, vos commentaires, vos retours et vos critiques.

Pour la distribution, il est possible de demander des exemplaires que l'on s'arrangera pour vous faire parvenir d'une manière ou d'une autre. Nous sommes disponibles pour effectuer des présentations publiques de la revue.

**Les articles et les numéros de Nunatak sont consultables en ligne :
revuenunatak.noblogs.org**

**Nunatak
c/o La Lézarde
66 Grand Rue
30270 Saint-Jean-Du-Gard**

revuenunatak@riseup.net

Bien que notre adresse postale se situe dans les Cévennes, la rédaction est disséminée entre les Alpes, les Pyrénées et les Vosges...

Nous remercions toutes les personnes qui ont participé à l'élaboration et à la diffusion de cette revue.

ÉDITO 2

BELLE ÉPOQUE ET XÉNOPHOBIE 6

CHASSE À L'ITALIEN DANS LE VAUCLUSE

BRIGANTE SE MORE 14

BRIGANDAGE DANS L'ITALIE MÉRIDIONALE POST-UNITAIRE (1860-1869)

**CHASSE, PÊCHE, NATURE
ET RÉINTRODUCTION** 28

UNE CRITIQUE DE LA GESTION DE LA FAUNE

POUR UNE POIGNÉE DE RIZ 40

ENTRETIEN AVEC UN CONTREBANDIER

CHOUCAS DES TOURS 46

UNE ENVOLÉE AVEC LES CORVIDÉS

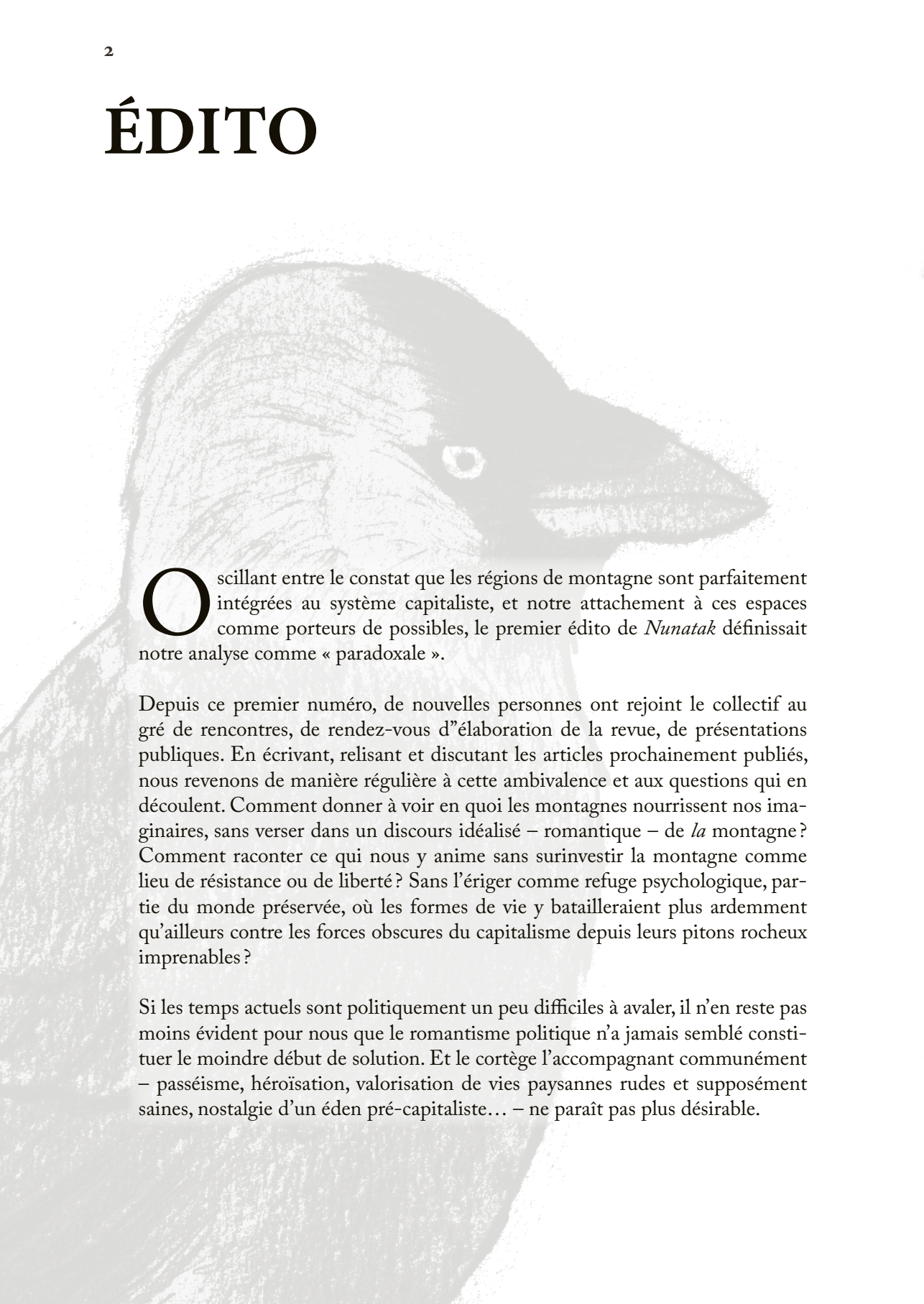
**LE BRUIT DU FLEUVE CONGO
N'EMPÊCHE PAS LES POISSONS DE DORMIR** 52

DE L'USAGE DE L'EAU À LA PRODUCTION D'HYDROÉLECTRICITÉ

**UN COMPTEUR INTELLIGENT N'EST PAS
LE CONTRAIRE D'UN COMPTEUR IDIOT** 60

MORCEAU CHOISI DE L'ARTICLE *LINKY, TOUS CONNECTÉS... ET SEULS*
DE PIERRE VISSLER

ÉDITO



Oscillant entre le constat que les régions de montagne sont parfaitement intégrées au système capitaliste, et notre attachement à ces espaces comme porteurs de possibles, le premier éditto de *Nunatak* définissait notre analyse comme « paradoxale ».

Depuis ce premier numéro, de nouvelles personnes ont rejoint le collectif au gré de rencontres, de rendez-vous d'élaboration de la revue, de présentations publiques. En écrivant, relisant et discutant les articles prochainement publiés, nous revenons de manière régulière à cette ambivalence et aux questions qui en découlent. Comment donner à voir en quoi les montagnes nourrissent nos imaginaires, sans verser dans un discours idéalisé – romantique – de *la* montagne ? Comment raconter ce qui nous y anime sans surinvestir la montagne comme lieu de résistance ou de liberté ? Sans l'ériger comme refuge psychologique, partie du monde préservée, où les formes de vie y batailleraient plus ardemment qu'ailleurs contre les forces obscures du capitalisme depuis leurs pitons rocheux imprenables ?

Si les temps actuels sont politiquement un peu difficiles à avaler, il n'en reste pas moins évident pour nous que le romantisme politique n'a jamais semblé constituer le moindre début de solution. Et le cortège l'accompagnant communément – passéisme, héroïsation, valorisation de vies paysannes rudes et supposément saines, nostalgie d'un éden pré-capitaliste... – ne paraît pas plus désirable.

Pourtant, des objets d'articles prêtant le flan à l'exaltation, qu'il s'agisse de la garde de troupeaux ou de hors-la-loi montagnards, il y en a eu quelques-uns. Tous ont amené à des débats au sein de la revue.

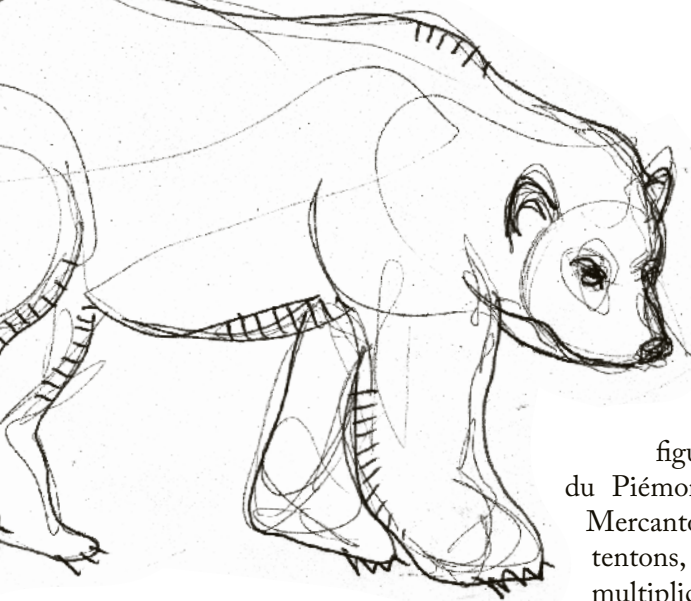
Prenons le pastoralisme, par exemple. Comment traiter avec justesse de la condition de berger ou bergère ? Nous sommes plusieurs, voire nombreux·ses, dans et hors de cette revue, à s'être retrouvé·e seul·e avec mille trois cent brebis et cinq chiens, dans la lumière d'automne sur les crêtes brumeuses ébouriffées d'églandiers. Nous avons fondu devant cet espace, cette liberté, ces moutons soyeux et ces systèmes pastoraux cohérents, heureux de la distance que garde encore en partie le métier avec l'industrialisation de l'agriculture et ses déclinaisons normatives. Bien sûr que nous souhaitons le partager au travers d'articles. Et nous avons pourtant été les mêmes à qui une nuit complète et six packs de bières n'ont pas suffi à raconter l'ensemble des emmerdes que la garde nous a causé. Salaires de misère, patrons lubriques et misogynes, cabane pourrie ou absence d'organisation collective – si ce n'est avec le chien. Alors, comment raconter ce qui nous fait rêver, nous anime ou nous porte dans ce métier sans mettre sous le tapis les coups de pieds aux droits sociaux communs, la marchandisation de l'imagerie pastorale et le fait que nous n'y sommes pas à l'abri des normes, juste quelques mètres devant, et qu'elles courent vite ?



Quand il s'agit de figures historiques, cette tension est aussi présente. Qu'ils soient brigands ou déserteurs, Demoiselles ou maquisards, nous ne désirons pas entretenir des mythes absolus et décontextualisés, créer des imageries de révolté·es montagnard·es aux cœurs purs. Pour autant, au-delà du fantasme, ces personnages et leurs réalités vécues nous intriguent, parce qu'oublié·es par l'histoire des vainqueurs, ou en rupture avec celle-ci. Ils nourrissent nos imaginaires, alors comment aborder leurs histoires sans idéaliser l'illégalisme, qui n'est pas toujours motivé par un autre mobile que celui de la survie ?

Ce ne sont que deux exemples parmi d'autres, et ces discussions nous ont amené à un constat : nous n'avons pas de réponse unique et commune à apporter pour sortir de ce paradoxe permanent.

Si ce questionnement autour de l'idéalisation de la montagne et de ses singularités nous traverse tous et toutes unanimement, *Nunatak* rassemble des personnes aux parcours variés, avec leurs rapports spécifiques à la montagne, à l'écrit et aux savoirs. Habitée de manières différentes par les rebelles, les marginaux, les petites bêtes duveteuses, les loups ou les chasseurs. Certain·es ne s'interdisent pas



une idéalisation cultivée, d'autres ne s'y sentent pas plus imperméables que le commun des mortels, d'autres encore se souhaitent foncièrement matérialistes.

Cette multiplicité de rapports aux thématiques abordées dans *Nunatak* – qu'il s'agisse d'une

figure d'une époque lointaine du nord du Piémont ou des vertus d'une plante du Mercantour – a construit cette revue. Nous tentons, et tenterons, de donner à voir cette multiplicité, parce qu'elle nous paraît plus nourrissante que la modélisation d'une sup-

posée ligne commune sur l'imaginaire montagnard. Ainsi, la contrebande fut abordée d'une certaine manière dans *Bétail, sel et fusils* (numéro 2), elle le sera différemment dans *Pour une poignée de riz* au sein du présent numéro.

Nous ne sommes pas des spécialistes des sujets abordés et sommes évidemment traversés de subjectivité. Mais au-delà de la part d'idéalisation dont sont empreints à des degrés divers les écrits publiés, ce qui nous intéresse est ce qu'ils nous donnent à voir, à débattre ou à questionner. Sans prétendre faire de *Nunatak* une revue scientifique ou rationaliste, il nous tient à cœur collectivement d'interroger les réalités matérielles et économiques des sujets abordés dans la revue. Les plantes médicinales des montagnes ne nous font pas oublier la destruction du système de santé – notamment dans les zones reculées – tout comme quelques ares de légumes auto-produits ne suffisent pas à en finir avec l'agro-industrie.

Les montagnes et ce qu'elles abritent peuvent prêter à rêver, à s'organiser, à rire ou à lutter. Nous ne voulons pas choisir entre tout ça, mais partager des récits, des expériences qui nous renforcent, en se défiant du folklore. Nous sommes en équilibre, sur une ligne de crête.

Ce qui est finalement assez normal vu la gueule des terrains arpentés.



BELLE ÉPOQUE ET XÉNOPHOBIE

CHASSE À L'ITALIEN DANS LE VAUCLUSE

En 1904, un chantier de construction d'une ligne de chemin de fer entre Orange, dans le Vaucluse, et Buis-les-Baronnies, dans la Drôme, est le théâtre d'un pogrom mené par des travailleurs français « autochtones » à l'encontre de travailleurs migrants italiens. Ces « chasses à l'étranger », populaires ou institutionnelles, dont le massacre d'Aigues-Mortes du 16 août 1893 constitua le paroxysme, visèrent successivement plusieurs vagues de travailleurs migrants. L'épisode raconté ici résonne particulièrement, aujourd'hui, avec les trop nombreux discours nationalistes de soi-disant insoumis accusant le travailleur détaché de « voler son pain aux travailleurs qui se trouvent sur place »¹ ou de « venir travailler en France et prendre la place des autres »². Il résonne tout autant avec les mesures étatiques – de droite comme de gauche – visant la limitation et le refoulement, depuis la loi d'août 1932 « protégeant la main-d'œuvre nationale » à la dite Clause Molière obligeant à parler la langue française sur les chantiers de BTP, jusqu'aux toutes dernières lois régissant l'entrée et le séjour des étrangers, des migrants qui tentent leur « chance » en France.

Or, dans le monde marchand dans lequel nous vivons, la guerre de tous contre tous se nourrit essentiellement des frontières, pas des migrations internationales. Elle se situe plutôt là la concurrence, dans la défense de cette poudre aux yeux réactionnaire qu'est la souveraineté nationale, populaire, ou quelque soit le nom duquel on l'affuble !

Cet article est originellement paru en 2003 dans Traits noirs n°9, fanzine anarcho-punk avignonnais, et a circulé sous la forme d'une brochure.

1 Le 5 juillet 2016, au Parlement européen, J.-L. Mélenchon fit cette déclaration qui n'a rien à envier à l'extrême-droite : « [...] l'Europe de la violence sociale, comme nous le voyons chaque fois qu'arrive un travailleur détaché qui vole son pain aux travailleurs qui se trouvent sur place. »

2 Le 15 mars 2017, il affirma : « on ne permettra plus aux travailleurs détachés de venir travailler en France et entre guillemets prendre la place des autres »

En 1904, entre Nord-Vaucluse et Drôme provençale, le chantier de construction d'une ligne de chemin de fer est le théâtre de grèves, de manifestations et d'affrontements. La cause ? Les ouvriers français veulent chasser les ouvriers italiens...

Une certaine réécriture contemporaine de l'histoire, oublieuse, tend à faire croire que les immigrés italiens (européens, voisins, travailleurs, catholiques) furent « à l'époque » bien accueillis et rapidement intégrés dans le bel Hexagone. La réalité n'est pas si reluisante.

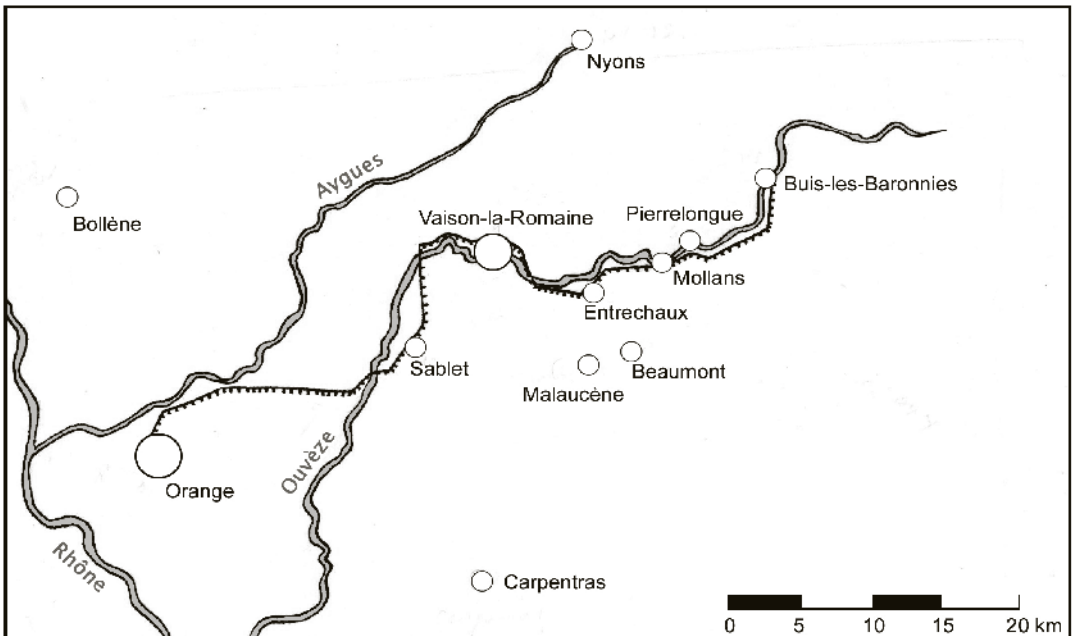
Le 16 août 1893, pour une chemise « italienne » lavée dans de l'eau « française », les ouvriers français des salins d'Aigues-Mortes déclenchent une chasse à l'Italien ; interrompue par l'arrivée de l'armée, elle se solde par la mort d'au moins huit ouvriers italiens et des dizaines de blessés¹. Le sang répandu lors de cette « colli-

sion », fortement médiatisée et qui causa un grand émoi des deux côtés des Alpes, est loin d'être un fait isolé mais plutôt un symptôme du mal qui ronge alors une partie du prolétariat français : la haine et la peur de l'étranger, et notamment de l'Italien.

L'immigration italienne

Le xix^e siècle voit l'industrie française, en plein développement, atteinte d'une boulimie de main-d'œuvre. Les campagnes françaises n'étant pas un vivier suffisant (démographie anémiée, résistance à la prolétarianisation et à la pénibilité des travaux), les travailleurs étrangers sont particulièrement recherchés par les entrepreneurs qui n'hésitent pas à aller en Belgique ou en Italie pour organiser des filières de recrutement. Si durant le Second Empire les Belges sont parmi les plus nombreux, ils sont suivis de près par les Italiens qui immigrent en masse à partir de 1860 et sont les plus nombreux

1 Une cinquantaine d'Italiens tués selon la presse anglaise. Trente-neuf Français passeront en procès ; tous seront acquittés.



La ligne de chemin entre Orange et Buis-les-Baronnies (inaugurée en 1907, fermée en 1952).

INTERDIT AUX CHIENS ET AUX ITALIENS

vers 1900 (près de 400 000 d'entre eux résident alors en France). Ceux que l'on nomme de façon générique les « Piémontais » (surtout originaires du Nord de la péninsule) se retrouvent principalement dans le sud-est et en Corse (les départements de ces régions regroupent les deux tiers de la communauté; Marseille est alors la première ville italienne de l'Hexagone²). Leur nombre est sans cesse croissant³.

Les patrons, qui voient en eux des ouvriers « dociles », « durs à la peine », se contentant de faibles salaires⁴ et de conditions de travail médiocres, les emploient dans l'industrie textile (pour les femmes), le bâtiment et travaux publics (les Italiens représentent un ouvrier sur dix dans ce secteur) ou l'agriculture, pour des travaux pénibles et ne demandant qu'une faible qualification; emplois délaissés par les autochtones.

2 En 1876 près de 50 000 Italiens vivent dans la cité phocéenne; en 1911 ils sont 95 000 soit 20 % de la population. Voir Marianne Amar, Pierre Milza, *L'Immigration en France au xxe siècle*, Paris, Armand Colin, 1990, p. 214.

3 En Europe, la France est le premier pays d'accueil pour les Italiens, le troisième dans le monde après les USA et l'Argentine. Voir Pierre MILZA, *Voyage en Ritalie*, Paris, Plon, 1993, p. 60.

4 Les « Chinois de l'occident » qui se contentent « d'une assiette de polenta ». Il n'est pas certain que leurs salaires aient été inférieurs à ceux des Français mais leur rendement était réputé supérieur. Cf. José CUBERO, *Nationalistes et étrangers, le massacre d'Aigues-Mortes*, Paris, Imago, 1996, p. 110.

La fin du xix^e siècle correspond aussi en France avec une montée du nationalisme et du chauvinisme, notamment causée par la défaite de 1870, et une perception, nouvelle, de « l'étranger » en tant que problème (premières lois discriminatoires et de contrôle). « Les étrangers deviennent un élément essentiel dans les stratégies de conquête du pouvoir lors des consultations électorales »⁵. Nombre de travailleurs français perçoivent les Transalpins comme des concurrents déloyaux sur le marché du travail, des briseurs de grève, représentant un danger pour les salaires... (d'autant plus qu'il ne sont ni frappés par l'impôt ni astreints au service militaire). La presse et la littérature découvrent un thème vendeur, l'Italien nomade, ascétique, sale, brutal et belliqueux (son adresse à manier le couteau est réputée)⁶ et bien trop catholique (« les christos »). À partir de 1860 et jusqu'en 1890 la France est touchée par un important ralentissement de la croissance et une succession de crises, c'est l'époque de

5 José CUBERO, op. cit., p. 141.

6 « En fait, il ne semble pas que les transalpins aient été beaucoup plus batailleurs que les autres ouvriers des mêmes professions, particulièrement dans le bâtiment où maçons et charpentiers jouissent d'une solide régulation de violence »; la prédominance dans la communauté des hommes, jeunes, célibataires, peu sédentarisés est sans doute un facteur « aggravant ». Les sanctions pénales qui les frappent sont bien plus fortes. Pierre MILZA, op. cit., p. 104.

la « grande dépression du capitalisme » ; les travaux les plus pénibles sont à nouveau recherchés alors que les patrons entendent réduire les coûts de main-d'œuvre par l'embauche de migrants⁷. Au niveau international l'Italie s'allie avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en 1882 et, sous le ministère Crispi⁸, se lance dans une politique impérialiste qui s'oppose à celle menée par la France. En 1888 et 1889 alors qu'une guerre commerciale oppose les deux pays le conflit armé paraît imminent. L'Italien est de plus en plus perçu comme un concurrent quand ce n'est pas un ennemi, un espion, un envahisseur. Dans ce contexte éclatent de nombreuses rixes, bagarres, mais aussi des grèves et des affrontements de plus grande ampleur.

Entre 1867 et 1893, 89 incidents xénophobes sont répertoriés dont 67 qui opposent les prolétaires des deux pays⁹ : « vêpres marseillaises » en juin 1881 (quatre jours d'émeutes anti-italiennes) ; ligne de chemin de fer Alès-Orange en 1882 (les Italiens sont chassés du chantier) ; Aigues-Mortes en août 1893 ; Lyon en juin 1894 après l'assassinat de Carnot par Caserio (pendant deux jours les bars et magasins qui paraissent italiens sont saccagés) ; Salins-de-Giraud en septembre 1896 ; Aubagne en juillet 1899 ; Arles en avril 1900...

La situation économique s'améliore à partir de 1890 (fin de la « grande dépression ») et l'industrialisation reprend son galop. D'un point de vue diplomatique il faut attendre 1896 (chute de Crispi) pour qu'une détente ait lieu entre les deux pays latins et aboutisse à un rapprochement (commercial) en 1900-1902. Les haines et les rancœurs, si bien entretenues, ne disparaîtront pas avec la signature d'un accord entre diplomates, mais avec l'intégration des Transalpins au sein du mouvement ouvrier et syndical hexagonal (par un retournement de situation, ce sont les xénophobes et les nationalistes qui deviennent les jaunes et les briseurs de grèves) ; « au cours de la décennie qui précède la première guerre mondiale, les heurts entre Français et Italiens se font plus rares et perdent le caractère de violence collective »¹⁰.

Dans le Vaucluse

Le département du Vaucluse souffre à la Belle Époque d'un déficit naturel chronique et d'une émigration régulière¹¹ ; le besoin de main-d'œuvre est lui croissant. Les Italiens (tout comme les montagnards sud-alpins ou les Cévenols) y sont surtout attirés (et recherchés) par l'industrie textile (ouvrières en soie ou en confection) ou par les vastes chantiers d'infrastructures urbaines et ferroviaires¹²

7 Paradoxalement on assiste durant cette période de crise à une augmentation continue des salaires (réelle puisque les prix à la consommation sont alors en baisse). C'est aussi l'époque où les ouvriers commencent à s'organiser et à s'opposer au patronat.

8 Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de 1887 à 1896.

9 Michelle PERROT, *Les ouvriers en grève (1870-1900)*, Paris, Mouton, 1974, p. 170.

10 Pierre MILZA, op. cit., p. 120.

11 Entre 1856 et 1911, le Vaucluse a perdu 30 000 habitants. En 1908, 5 000 Vauclusiens travaillent à Paris. René Grosso (dir.), *Histoire de Vaucluse*, Avignon, A. Barthélemy, 1993, t. II, p. 192-194.

12 Construction des lignes Orange-Carpentras, Carpentras-L'Isle-sur-Sorgue, Orange-Les Buys, doublement de la voie Avignon-Cavaillon-Miramas... (poursuite du plan Freycinet de 1879 visant à compléter la carte ferroviaire).

(terrassiers, tailleurs de pierres...). En 1896 il y a 2339 travailleurs étrangers dans le département (1% de la population) et 8929 en 1911 (3,8% de la population) majoritairement des Italiens¹³. Certains ne passent que l'hiver dans le département, travaillant plus au nord le reste de l'année¹⁴; la plupart d'entre eux séjournent en France depuis « longtemps » et maîtrisent la langue.

On peut dénombrer dans le Vaucluse, entre 1884 et 1914, neuf grèves dans les secteurs du textile et des travaux publics¹⁵ dont la principale revendication n'est autre que le renvoi d'une partie ou de

13 Ils représentent 83,5% des travailleurs étrangers en 1896 et 87,7% en 1905 (en 1911 ils ne représentent que 36% des étrangers au niveau national). ADV 4 M 130.

14 Comme en Savoie par exemple. Cf. Rapport du juge de paix de Malaucène, 14/02/05, ADV 1026 (cette liasse est la seule utilisée pour ce texte, les notes suivantes y renvoient donc).

15 Sur 116 grèves répertoriées par l'administration. Ces éruptions de revendications xénophobes ne sont pas réservées à la gent masculine comme le prouvent les grèves des ouvrières en soie de Jonquières en 1892, des ouvrières en confection de la maison Gagnière en 1900 ou des fileuses de Vaison en 1893. ADV.

tous les ouvriers étrangers; arrêts de travail souvent accompagnés de contraintes physiques, de menaces, de drapeaux tricolores et d'alcool en grande quantité... La xénophobie semble particulièrement mobilisatrice car le taux de participation à ces grèves « atteint des records »¹⁶. Ces conflits se concluent assez rapidement par la fuite ou le licenciement de ceux qu'on appelait *bàbi* (crapaud en provençal)¹⁷. Durant la période 1901-1907, sur 26 grèves recensées par la Préfecture, cinq ont lieu pour ce motif. À noter toutefois l'absence apparente des syndicats dans ces événements (dans une période où ils se constituent) ou de réaction politique¹⁸. Ce cycle se clôt en 1904 par les « troubles d'Entrechaux », un conflit d'une plus grande ampleur qui va empoisonner le Nord-Vaucluse pendant près de sept mois, et qui peut rappeler par certains aspects les événements d'Aigues-Mortes.

Les « troubles » d'Entrechaux

La construction de la ligne de chemin de fer allant d'Orange à Buis-les-Baronnies (Drôme), passant par Vaison-la-Romaine, sert de cadre à ces événements, notamment dans le secteur compris entre Sablet et Entrechaux dont les travaux débutent en juillet 1904.

Dès juin, le décor est planté : le conseil municipal d'Entrechaux donne une idée



Caserio

16 Carine CAZALET, *Les Grèves ouvrières en Vaucluse, 1884-1914, mémoire de Maîtrise d'Histoire*, Université d'Avignon, 1998, p. 72-74. En 1892, à Sarrians, des ouvriers armés de gourdins chassent les Italiens des chantiers de la ville. Les gendarmes arrêtent trois ouvriers dont un Espagnol... ADV 10 M 25.

17 Ainsi surnommés pendant la première moitié du xx^e siècle. Témoignage R.C.

18 Les archives n'apportent pas d'information à ce sujet. Cf. Carine CAZALET, op. cit.

de la réputation dont souffrent encore les prolétaires italiens, en demandant officiellement à la Préfecture l'installation d'un détachement de gendarmes sur sa commune : « par suite de travaux longs et difficiles [la commune] recevra un personnel nombreux d'ouvriers de nationalité italienne; que le contact de ces ouvriers nomades et maraudeurs peut être la cause de désordre ou de rixes au sein de la population »¹⁹. Pour la Préfecture, les brigades de gendarmerie de Vaison et Malaucène doivent suffire à maintenir l'ordre. Lorsque le chantier débute, le maire d'Entrechaux, H. Clément, s'insurge du faible nombre d'ouvriers français qu'il y trouve (nombre qui de plus semble diminuer à ses yeux) : « C'est honteux de voir que l'ouvrier français ne puisse pas travailler sur un chantier de l'État »²⁰.

Le conflit éclate le 9 août. Une centaine d'ouvriers français, armés de gourdins et de pierres, drapeau tricolore en tête, quittent les chantiers de Pierrelongue, Mollans et Vaison et se dirigent vers Entrechaux où ils interrompent le travail. 175 ouvriers italiens (maçons, terrassiers, mineurs) y sont employés par l'entrepreneur Bastin. Celui-ci, qui déplore que certaines municipalités soient « ouvertement hostiles aux ouvriers italiens »²¹, déclare ne pouvoir embaucher plus d'autochtones car ses « intérêts seraient gravement compromis », les ouvriers italiens étant « d'un caractère plus souple, plus obéissant et, à peine égale, produisant de 20 à 25 % de plus que l'ouvrier français ».

Les grévistes sont aussitôt reçus par le maire du village auquel ils font part de leurs revendications :

- Le maintien des ouvriers grévistes syndiqués (ce qui tend à prouver que le conflit n'a pas une cause uniquement xénophobe; c'est la seule allusion à la présence d'un syndicat).

- L'application du décret du 10 août 1899 dans la commune (décret de Millerand « socialiste indépendant », limitant le nombre de travailleurs étrangers dans les marchés de travaux publics passés par l'État à 10%).

- Que parmi les ouvriers italiens on ne garde que ceux en charge de famille.

- Des chefs de chantiers français.

Afin « d'éviter la bagarre sanglante » H. Clément promulgue alors un arrêté municipal réglementant le nombre de travailleurs étrangers sur la commune (la préfecture lui fera remarquer qu'il n'en a pas le droit). Les grévistes, rassurés, quittent la place et la cèdent aux gendarmes de Malaucène. Les Transalpins se réunissent et décident de reprendre le travail le lendemain. Mais, dès l'aube, les grévistes arpentent la ligne en construction et empêchent la reprise : deux cents Français des Buis et Mollans se dirigent ainsi vers Sablet où se trouvent une centaine d'ouvriers italiens qui préfèrent s'enfuir (il n'y a que deux gendarmes dans le village). Une trentaine de gendarmes arrivent alors en renfort, suivis par le sous-préfet qui promet aux marcheurs le strict respect du décret du 10/08/1899; sous la pression, l'entrepreneur de Sablet s'y engage. Le 11 août, le cortège repart en direction de Vaison (aucun étranger n'y travaille) puis vers Entrechaux. Le maire et les gendarmes, « ne pouvant

19 Délibération du conseil municipal d'Entrechaux du 19 juin 1904, ADV.

20 Lettre du maire d'Entrechaux au sous-préfet, ADV 10 M 26.

21 Lettre de Bastin au préfet du 3 sept. 1904.

assurer la sécurité de leurs personnes »²², enjoignent les Italiens à ne pas sortir de chez eux pendant la journée. Les grévistes sont accueillis et nourris par la municipalité²³. L'entrepreneur Bastin, menacé par le sous-préfet, doit promettre de respecter le décret et de licencier les Italiens en surnombre. Ces derniers décident alors, « volontairement », de quitter la région. La majorité des Français, calmés, repartent vers leurs chantiers.

Un conflit éclate alors entre l'entrepreneur et les ouvriers migrants pour le paiement des jours de chômage forcé; gendarmes et ouvriers français sont présents et surveillent les négociations. Le lendemain, seize ouvriers italiens sont menacés et fuient le village.

Les incidents cessent mais la tension n'est retombée qu'en apparence. Le 24 août trente ouvriers italiens sont empêchés de travailler à Vaison et ce, bien que leur nombre soit légal. À Entrechaux où l'on trouve 627 Français et 54 Italiens (soit moins de 10%), une douzaine de chômeurs français font irruption sur le chantier et, avec l'aide de leurs compatriotes, chassent sept Italiens. Sept Français sont aussitôt embauchés.

Quelques jours plus tard, un Italien est agressé sur la route Vaison-Entrechaux; dans le village il ne reste alors qu'une vingtaine de travailleurs étrangers (sur 600 ouvriers et trois chantiers²⁴). Le consul d'Italie à Marseille, recevant les plaintes et informations de ces compatriotes, s'enquiert de la situation auprès

du ministre des Affaires étrangères et du préfet du Vaucluse. Le sous-préfet tente lui de minimiser les incidents :

« En résumé, au cours de cette grève de courte durée, à aucun moment l'ordre n'a été troublé, à aucun moment les Italiens n'ont eu à subir de sévices, la liberté du travail a été partout et à toute heure assurée et si les ouvriers italiens n'ont pas cherché à s'abriter derrière les garanties que nous leur assurons et ont abandonné leurs ateliers dans des conditions d'ailleurs rémunératrices que je vous ai dites plus haut, c'est qu'ils l'ont bien et spontanément voulu »²⁵.

Les « troubles d'Entrechaux » s'achèvent donc, comme il est presque de coutume dans ce type de conflit, par le départ de la plupart des prolétaires italiens. Les braises de la xénophobie, elles, restent bien là, prêtes à enflammer les esprits.

En février de l'année suivante, sur le chantier du désormais connu Bastin, éclate une nouvelle grève suivie par la totalité des ouvriers (environ 150 durant trois jours), pour le renvoi des travailleurs espagnols(!). Les gendarmes, sous les ordres du brigadier Mariani, doivent intervenir. À l'initiative de « maçons avinés », un cortège se forme et le travail cesse; pour la première fois en Vaucluse, c'est le drapeau rouge que l'on hisse...²⁶

Quelques jours plus tard, c'est aux carrières de Beaumont que le feu reprend; cinquante ouvriers, répartis en trois chantiers, y extraient les pierres nécessaires à la construction du chemin de fer. Après le renvoi de plusieurs ouvriers français une grève éclate pour leur réintégration ou pour le renvoi d'un nombre égal d'Italiens; une autre revendication apparaît

22 Lettre du préfet de Vaucluse au ministère des Affaires étrangères et à l'ambassadeur d'Italie, 24/08/04.

23 Le maire d'Entrechaux demandera plus tard au préfet le remboursement de ces frais.

24 Les chiffres des différentes autorités et rapports sont souvent contradictoires et peu précis.

25 Rapport du sous-préfet au préfet, 28/08/04.

26 Carine CAZALET, op. cit., p. 72-74.

pourtant, le paiement à l'heure et non plus au mètre cube de pierres comme cela est déjà le cas pour les Italiens (ayant la réputation d'abattre plus de travail en un temps égal). Le brigadier Mariani intervient et propose à l'entrepreneur d'assurer la « liberté du travail » en protégeant les ouvriers italiens, mais ceux-ci refusent (effrayés ou solidaires?) de revenir sur le chantier. Dépêché sur place, le juge de Paix de Malaucène²⁷ constate que « la concorde » règne entre les travailleurs des deux nationalités et que leur seule hostilité est à l'encontre du patron (ce dernier

règle le problème en fermant l'ensemble du chantier, les fournitures pour la ligne de chemin de fer étant alors suffisantes). Le Vaucluse et ses chaleureux habitants font preuve, déjà, d'un sens de la discrimination évident, d'une xénophobie particulièrement aiguë, et d'un temps de retard en cette Belle Époque où les prolétaires prennent conscience qu'il n'ont pas de patrie et un seul ennemi, le patronat.

Pierre

²⁷ Depuis 1892, une loi ouvre la possibilité d'une médiation par le juge de paix lors des grèves.





BRIGANTE SE MORE

**BRIGANDAGE DANS
L'ITALIE MÉRIDIONALE
POST-UNITAIRE (1860-1869)**

À travers la période de conflits qu'est l'unification de l'Italie et le passage à l'État-nation, l'histoire des brigands propose de complexifier le tableau en y incorporant le point de vue des opprimés, vacillant entre survie et révolte.

Le système socio-économique archaïque du royaume des Deux-Siciles, qui a maintenu dans l'asservissement des générations de paysans du sud de l'Italie, était fondé sur une société d'ordres dont les dynamiques n'ont rien perdu de leur force suite au passage à l'État-nation. Face à lui, l'entreprise d'unification menée par le royaume de Piémont-Sardaigne portait une dimension coloniale et un présupposé de supériorité raciale qui n'a fait que légitimer l'arbitraire de la législation du nouvel État et la force de la répression contre ceux qui s'y opposaient : les brigands. Dès lors, nous pouvons voir dans ce brigandage-là une forme de résistance politique non structurée de la part des dominés, dont la transmission de la mémoire importe à ce titre.

En 1850, l'Italie est divisée en sept États dont quatre, au nord et au centre, sont sous domination autrichienne : la Lombardie-Vénétie, le duché de Parme, le duché de Modène et le grand-duché de Toscane. Une large partie de l'Italie centrale est contrôlée par le pape, tandis qu'au sud, le royaume des Deux-Siciles est gouverné par la monarchie bourbonnienne.

Enfin, au nord-ouest, le Piémont-Sardaigne est l'État qui aspire le plus à une expansion économique et territoriale. En 1852, son roi Victor-Emmanuel II décide de nommer le comte de Cavour comme Premier ministre. Profondément libéral,

Cavour s'inspire du développement économique de la Grande-Bretagne pour entreprendre la modernisation agricole et industrielle du royaume : il développe le réseau ferroviaire, signe des accords de libre-échange avec la France, le Royaume-Uni, la Belgique et la Suisse et réorganise l'armée.

Ces initiatives séduisent les partisans de l'unité italienne, dont Giuseppe Garibaldi, qui se regroupent autour de la figure de Victor-Emmanuel II. Ce dernier reçoit le soutien de la France dans sa déclaration de guerre à l'Autriche, préalable nécessaire à une conquête de la péninsule. À l'été 1859, la Lombardie



CARTE DES ETATS ITALIENS EN 1859

est conquise. Pendant ce temps-là, des soulèvements nationalistes éclatent dans le centre de l'Italie, les souverains sont chassés et les habitants se mettent sous la protection piémontaise.

Au royaume des Deux-Siciles, Cavour entend tirer partie de l'agitation anti-bourbonienne qui secoue le territoire depuis plusieurs décennies; plusieurs rébellions populaires alimentées par les indépendantistes entre 1820 et 1848 ont en effet préparé efficacement le terrain.

Au sein des territoires bourbonniens, la société est organisée de manière féodale avec d'un côté les gros et moyens propriétaires fonciers et de l'autre les paysans sans terre à leur service. Comme l'écrit Antonio Gramsci, « la mentalité du paysan est restée celle du serf (...), qui se révolte violemment contre les "seigneurs" en certaines occasions mais n'est pas en mesure de se penser comme membre d'une collectivité (...) et incapable de mener une action systématique et per-

manente pour essayer de bouleverser les rapports économiques et politiques¹ » Prendre appui sur le projet piémontais représente alors l'occasion de se débarrasser définitivement d'un système despotique dans lequel la monarchie et le clergé contrôlent sans partage la société. Conscients de leur affaiblissement, les Bourbons ont consacré les derniers temps de leur règne à renforcer la répression au détriment de l'amélioration des conditions de vie, ce qui ne va pas sans attiser la colère populaire.

Ainsi, lorsque Garibaldi débarque en Sicile au printemps 1860 avec un millier de volontaires, il profite du large soutien de la population, encouragée par ses promesses. À titre d'exemple, les paysans qui s'unissent au mouvement se voient garantis de recevoir une part dans la division des terres des domaines communaux.

Après la Sicile, l'armée de Garibaldi prend Naples. Finalement, en mars 1861, le Royaume d'Italie est proclamé.

Le processus unitaire a les caractéristiques d'une « révolution passive² », c'est-à-dire d'un changement radical venant du haut, en l'occurrence de la monarchie conservatrice piémontaise et de la bourgeoisie libérale du nord. Il exclut la participation des paysans (tant au nord qu'au sud).

Au lendemain de l'Unité, les promesses de réforme agraire faites aux paysans sont d'ailleurs bien vite oubliées.

Une large partie des habitants du sud se sent alors trahie et répond en engageant la lutte armée contre les tenants du pouvoir. Dès la fin de l'année 1860 apparaissent les premières bandes armées, qui



Michele Volonino

1 Antonio GRAMSCI, *La Questione meridionale*, Editori Riuniti, 1966.

2 Vincenzo DE ROBERTIS, *A. Gramsci e l'Unità d'Italia*, auto-publication, 2010.

enlèvent des possédants, volent du bétail, mènent des actes de vandalisme agraire, etc. Le brigandage post-unitaire dans le sud de l'Italie et la Sicile des Bourbons prend alors les traits d'une révolte populaire généralisée contre le nouvel État, et certains historiens y voient une véritable guerre civile. Cette dimension politique distingue le brigandage post-unitaire des formes de brigandage antérieures, assimilables au banditisme. Le terme même de « brigands » pour désigner ces paysans en révolte contre l'ordre social et politique de la toute nouvelle Italie divise d'ailleurs les historiens et certains estiment qu'il crée un amalgame problématique.

Longtemps, alors que l'Italie des artisans de l'Unité représente le progressisme bourgeois, la culture nord-européenne, le développement par l'industrie, l'amélioration du niveau de vie et le polissage des mœurs, l'historiographie a présenté les actes de brigandage des paysans du Mezzogiorno dans l'Italie à peine unifiée comme les ultimes soubresauts d'une société archaïque dans laquelle les paysans défendent leur seigneur. En réalité, si les monarchistes bourbonniens tentent bien de manipuler la guérilla dans l'espoir de restaurer le royaume des Deux-Siciles, les brigands n'acceptent cette récupération politique qu'en vue d'obtenir une aide financière.

Ce n'est qu'à partir de la moitié du ^{xx}^e siècle que les historiens envisagent le brigandage sous l'angle d'une rébellion contre l'oppression. Influencée par la pensée marxiste, notamment celle d'Antonio Gramsci, l'historiographie se renouvelle dans les années 1950 et 1960 et Franco Molfese qualifie par exemple le brigandage de « soulèvement anarchique, féroce, aveugle et fondamentalement désespéré

des couches inférieures les plus pauvres de la société méridionale³ ». Il s'agit donc d'analyser le phénomène du brigandage comme une « revanche contre les États établis, défenseurs de l'ordre politique et même de l'ordre social⁴ ».



3 Franco MOLFESE, *Storia del brigantaggio dopo l'Unità*, Giangiacomo Feltrinelli Editore, 1966.

4 Fernand BRAUDEL, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, 2^e éd., Armand Colin, 1966.



Michele Volonino

Une révolte contre la misère et l'asservissement

Les États changent, l'ordre social reste...

Au XIX^e siècle coexistent dans la péninsule italienne trois systèmes de production agricole distincts. Dans la *cascina* (ferme) lombarde, les familles qui travaillent pour le compte d'un propriétaire reçoivent le gîte et le couvert, le bois et la possibilité de faire un potager. Dans le centre de l'Italie est appliqué un système de métayage où le paysan doit reverser la moitié de la récolte au propriétaire. Au sud, la production est organisée autour de latifundia, des exploitations agricoles extensives qui recourent principalement aux journaliers, des paysans sans terre. Dans les trois cas, l'attachement à la terre du paysan ne se matérialise pas sous la forme d'un droit de propriété mais sous celui d'un droit d'usage, qui est au fond un droit à la subsistance.

On comprend alors mieux que la nouvelle législation mise en place, en revenant sur les droits coutumiers, crée les conditions de la révolte. Alors que, sous les Bourbons, 300 000 hectares de terres étaient ouvertes aux paysans pour récolter du bois ou faire paître les bêtes, ce droit est aboli. Par ailleurs, l'État italien favorise la bourgeoisie dans l'acquisition des terres domaniales. En effet, les bourgeois ayant adhéré rapidement à la loi des vainqueurs sont les seuls à avoir les moyens de devenir propriétaires. Pire, une partie des terres distribuées aux paysans pauvres finissent dans leurs mains car eux seuls ont l'argent pour les cultiver.

Le nouvel État ignore manifestement les problèmes des paysans, voire les aggrave.

Alexandre Dumas, témoin des événements, est convaincu que « l'unique cause du bridandage est la misère poussée à bout par l'oppression⁵ ». Il prône l'accès à la propriété des masses paysannes, qui deviendraient alors les fervents soutiens du pouvoir qui aurait amélioré leur condition : « Il faut attacher le paysan de l'Italie méridionale à la terre, [...] l'y marier. Les enfants qui résulteront de cette union seront l'ordre, la moralité, le patriotisme⁶. »

Les premières revendications des paysans portent justement sur l'accès à la terre. En

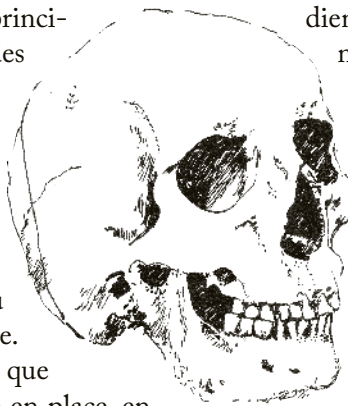
août 1860, à Bronte, en Sicile, ils incen-

dient la mairie puis les archives municipales où sont consignés les actes du cadastre, symboles de l'oppression.

Les maisons des possédants sont pillées, les effigies piémontaises arrachées et à la place sont restaurées les couleurs des Bourbons, auxquels on prête de nouveau allégeance. En réponse,

l'armée de Garibaldi fusille cinq habitants de la ville pour l'exemple. D'autres motifs allument la colère populaire. Ainsi, le service militaire obligatoire, qui fait perdre des bras précieux à chaque famille, pousse les jeunes gens à prendre le maquis, d'autant que les réfractaires sont exécutés sans recours.

Si la misère paysanne est une des causes majeures du brigandage qui naît en 1860, elle n'est pourtant pas la seule. La dimension coloniale de l'Unité alimentée par un sentiment de supériorité raciale vis-à-vis



5 Alexandre DUMAS, *La Camorra et autres récits de brigandage*, Vuibert, 2011.

6 *Ibid.*

des méridionaux fait aussi de la révolte des brigands une guerre de libération⁷.

Pourquoi les paysans défendent-ils la monarchie des Bourbons ?

Le brigandage se manifeste politiquement comme une opposition à l'État national naissant qui a renforcé l'injustice de classe et représente une domination étrangère par bien des aspects (la langue, l'administration du territoire, les valeurs familiales, le rapport à la religion...). La famille régnante déchue des Bourbons est par contraste un modèle familial, protecteur de la foi catholique. L'importance du fait religieux est indispensable pour comprendre le soutien des brigands à leur ancien roi. En effet, l'unité italienne est vécue par nombre de populations du sud comme une menace contre l'Église catholique du fait de la pénétration des idées maçonniques au sein des groupes de libéraux favorables à l'Unité.

Les Bourbons tentent de tirer partie de leur aura en attisant la colère populaire. Les brigands y trouvent un intérêt matériel : ils obtiennent des armes, mais aussi une aide militaire sur le terrain.

Toutefois, les relations vont très vite s'envenimer entre aristocrates et paysans-brigands comme nous le montre l'exemple de la scission de la bande de Carmine Crocco. À l'automne 1861, le chef brigand Crocco (voir plus bas) et ses hommes perdent plusieurs villes. Le général Borjes est alors envoyé en renfort par la monarchie bourbonnienne pour coordonner l'action de la bande, qu'il veut transformer en une armée régulière, disciplinée et suivant des tactiques militaires précises. En outre, il souhaite assaillir

de petites cités afin de conquérir petit à petit le territoire. Mais Crocco ne croit que dans les vertus de la guérilla, et, après cette rencontre, Crocco renonce à lutter au nom des Bourbons.

Au-delà de ces dissensions tactiques, le mouvement prend peu à peu conscience que ses intérêts de classe ne sont pas les mêmes que ceux de la monarchie réactionnaire et, fin 1862, la guérilla s'autonomise définitivement : elle cesse de se revendiquer du roi et n'obéit plus à aucune stratégie venant du haut. Pour



*Philomena
Pennachio*

⁷ ENZO DI BRANGO et Valentino ROMANO, *Brigantaggio e rivolta di classe*, Nova Delphi, 2017.

pourvoir à ses besoins en armes, elle commence à soustraire celles des personnes attaquées ou réalise des raids ciblés contre les réserves de la Garde nationale.



Une guérilla réprimée dans le sang

La montagne : à la fois lieu de repli et de contrôle du territoire

Entre 1861 et 1865, on estime que plus de 350 bandes de brigands opèrent sur le territoire de l'ancien royaume des Deux-Siciles, dont une trentaine de bandes comptent plus de cent hommes. À partir de 1863, la violente répression de l'armée amène les paysans à abandonner les villes et à prendre la direction des montagnes où ils se réfugient. De là, ils opèrent de

rapides incursions. La dorsale des Apennins qui divise l'Italie sur toute sa longueur est alors très boisée, elle constitue ainsi la terre d'élection des brigands, parce qu'elle est propice à la fuite et au repos. Il est certain que sans leur connaissance fine du territoire, les brigands n'auraient pas pu résister si longtemps aux assauts militaires.

L'organisation militaire des bandes est primitive mais efficace. Leur tactique de combat est la guérilla, qui leur permet souvent de tenir tête aux bataillons de cavalerie de l'armée régulière. Ils mènent des actions par petits

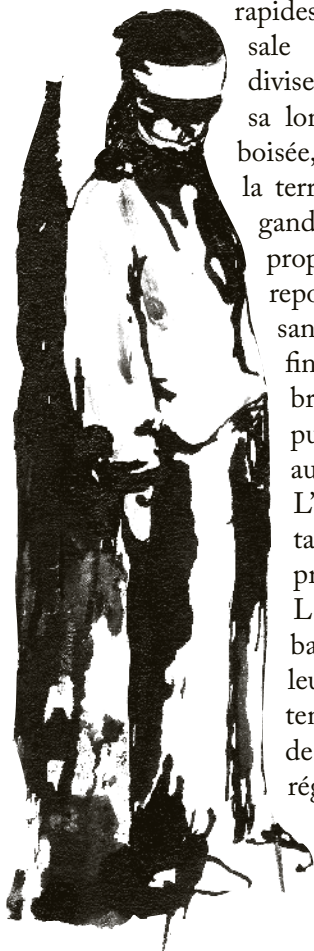
groupes, puis, une fois l'attaque conclue, ils se dispersent pour se réunir dans des lieux pré-établis. La discipline de fer et un strict code d'honneur font que les espions sont très rares; on meurt plutôt que de dénoncer ses compagnons. Les bandes opèrent à cheval et communiquent par signaux : sous forme de colonnes de fumée pendant le jour et en allumant des feux la nuit. Les morts sont brûlés pour éviter toute reconnaissance.

Les populations pauvres (paysans, petits artisans) les soutiennent en leur procurant abri, nourriture et protection. Ces populations, et en particulier les femmes, aident aussi à relayer les informations entre bandes et à faire connaître les positions de l'armée. En échange, les brigands leur distribuent une partie des biens récupérés lors de leurs actions. Ils deviennent ainsi de véritables héros à leurs yeux.

Une violence d'État sans commune mesure

En réponse, l'armée envoyée sur place met à feu et à sang les campagnes. En 1864, 120 000 soldats et gardes nationaux (contre 80 000 brigands) sont engagés dans la répression, pour une guerre sans prisonniers et sans lois, sauf la loi martiale. Les officiers font juger sommairement ceux qui sont suspectés d'être des brigands et ceux qui les aident. Les complices présumés des brigands sont arrêtés en masse, ainsi que les parents des brigands, jusqu'au troisième degré. Des villages sont entièrement rasés et leurs habitants massacrés, comme Pontelandolfo, en Campanie.

À l'été 1863, la loi Pica confirme que les tribunaux militaires ne peuvent infliger que la peine de mort ou, en cas de circonstances atténuantes, la prison à vie, aux brigands faits prisonniers. Mais bien



peu de prisonniers sont constitués. Bien souvent, les hommes arrêtés les armes à la main sont fusillés immédiatement sur place. Les marginaux (vagabonds, inactifs...) sont assignés à résidence. La justice de classe à l'œuvre reflète la peur que les classes possédantes éprouvent vis-à-vis du peuple, dans la droite ligne des injustices quotidiennes en temps de paix. Sur 80 000 brigands, on peut raisonnablement estimer à environ 10 000⁸ ceux qui ont été tués au cours des années 1860.



« Naître paysan, mourir brigand⁹ »

Carmine Crocco, le « général des brigands »

Carmine Crocco est un des plus célèbres brigands de la période post-unitaire en Italie. Le déroulé de son existence illustre très bien le destin de nombre de paysans de son époque. On devient brigand comme Crocco, parce que l'on n'a pas l'argent pour payer ses dettes, parce que l'on refuse d'accomplir son service militaire ou encore parce que les Bourbons promettent des terres.

Carmine Crocco est né en 1830 dans un petit village de Basilicate (région située entre la Calabre et les Pouilles) d'un père berger au service d'une famille noble et d'une mère paysanne. Alors qu'il est encore petit, un drame secoue la famille Crocco. Un jour, un lévrier déchiquette un de ses lapins. En réponse, le frère de Carmine, Donato, tue le chien à coups de gourdin. Lorsque le seigneur à qui il appartient a vent de la mort de son animal, il fouette sauvagement Donato. Sa

mère, enceinte, cherche à le protéger. Le seigneur lui assène alors un violent coup de pied dans le ventre qui lui fait perdre l'enfant. Peu après, le seigneur accuse le père d'avoir tenté de l'assassiner afin de venger sa famille. Quand le père est emprisonné, la mère sombre dans la folie et est internée dans un asile. À ce moment-là, Carmine et ses quatre frères et sœurs sont placés chez des membres de la famille.

Puis, alors qu'il est encore adolescent, Crocco se retrouve enrôlé de force dans l'armée bourbonnienne. Il déserte après quatre ans de service et se met à vivre de rapines, ce qui lui vaut une condamnation à dix-neuf ans de prison, à laquelle il se soustrait en s'évadant.

Sur ces entrefaites, il apprend que les soldats déserteurs peuvent espérer la grâce en soutenant la campagne militaire de Garibaldi contre les Bourbons. Dans l'espoir d'obtenir une amnistie, Crocco rejoint l'armée de Garibaldi. Toutefois, au lieu de lui accorder la grâce promise,



Morts exposés pour l'exemple.

⁸ Seules des estimations sont possibles.

⁹ Valentino ROMANO, *Nacquero contadino, morirono briganti*, Capone Editore, 2010.

c'est un mandat d'arrêt que les nouveaux dépositaires du pouvoir émettent contre lui.

Les paysans méridionaux, frappés par la misère et par le renchérissement des biens de première nécessité, commencent à se révolter contre l'État italien à peine constitué. Dans de nombreuses localités de Basilicate, des révoltes paysannes éclatent, immédiatement réprimées et qualifiées de « réactionnaires et antilibérales » par le gouvernement.

Les royalistes bourbonniens, décidés à remettre sur pied l'Ancien Régime, cherchent à exploiter la fureur populaire en trouvant un homme capable de mener la révolte. Les Fortunato, une puissante famille soutenant les Bourbons, font alors évader Crocco de prison.

Ce dernier voit l'opportunité d'obtenir « l'argent et la gloire¹⁰ » en devenant le chef de l'insurrection populaire contre l'État italien à peine unifié. Il reçoit pour cela un solide appui en termes d'hommes, d'argent et d'armes. Au printemps 1861, à la tête de 2 000 hommes, pour la plupart des hors-la-loi, anciens de l'armée bourbonnienne ou déçus des rangs de Garibaldi, il commence à provoquer le désordre dans plusieurs provinces du sud de l'Italie, rançonnant, enlevant ou assassinant les membres de la bourgeoisie libérale. Puis, refusant d'obéir aux ordres des soldats bourbonniens, Crocco rompt son allégeance.

Désormais libre, il se livre pour son propre compte à des actions de bandit de grand chemin et à des enlèvements de notables, qu'il libère en échange de sommes considérables extorquées à leurs

familles. Il divise sa bande en plusieurs petits groupes afin de profiter d'un territoire boisé et escarpé et échapper ainsi aux assauts répétés des troupes républicaines qui répriment féroceement la guérilla, exécutant sur place les brigands capturés. Bien que perdant régulièrement des hommes, les brigands reconstituent aisément leurs effectifs en enrôlant les jeunes gens qui, pour éviter la conscription et l'exécution réservée aux réfractaires, gagnent le maquis.

Trahi par un de ses anciens lieutenants, Crocco est finalement arrêté et condamné à la prison à vie en 1874. Il meurt en prison en 1905, après avoir rédigé son autobiographie.

Nature et spécificité de l'engagement des femmes dans la révolte : l'exemple de Michelina di Cesare

L'histoire de Michelina di Cesare nous montre que le brigandage a vraiment touché de larges catégories de la population paysanne et que les femmes aussi ont eu leur place dans les bandes de brigands.

L'engagement des femmes dans le brigandage est d'abord révélateur en termes quantitatifs puisqu'on évalue à un peu plus de 5 000 leur nombre, que ce soit comme soutien logistique ou comme brigandes au plein sens du terme, ayant pris le maquis et combattant les armes au poing. Il est entendu que les femmes occupent dans leur grande majorité le premier rôle, s'occupant du ravitaillement et de la diffusion des informations. Particulièrement virulentes à l'encontre de la conscription, elles descendent aussi souvent dans les villages pour inciter les hommes à rejoindre les brigands dans les montagnes.

¹⁰ Carmine CROCCO, *Ma vie de brigand*, Anarcharis, 2017.

Mais le caractère atypique de l'engagement de celles qui prennent le maquis vient aussi du rôle autonome qu'elles se sont forgées, un « rôle absolument inédit qui trouve ses fondements dans le besoin d'exprimer à l'extérieur du foyer domestique [...] la haine de classe et de genre¹¹ ». Le choix de prendre le maquis est particulièrement lourd de conséquences pour les femmes : elles resteront durant des années marquées du sceau de « femme de brigand », souvent assimilées à l'instrument de débauche des hommes, voire à des nymphomanes perverses – vision qui est dans la droite ligne de la pensée raciste décrite précédemment, ne voyant dans les méridionaux qu'un peuple sauvage, dominé par ses instincts primordiaux.

Certains parcours de femmes dans le brigandage ne sont pas exempts de paradoxes, tel celui de Giuseppina Vitale di Bisaccia. Pour récupérer son cheval volé, son père la donne à un brigand qui l'emmène avec lui dans sa cavale. Peut-être en proie au syndrome de Stockholm, elle s'illustre par son acharnement au combat¹².

Mais parmi les femmes qui ont une place centrale au sein des bandes de brigands, c'est Michelina di Cesare qui est restée la plus célèbre.

Michelina est née en 1841 dans la province de Caserte, dans la région de Naples. Issue d'une famille particulièrement pauvre, elle est amenée très jeune à commettre de petits larcins, notamment de bétail.

En 1862, elle se retrouve déjà veuve et rencontre Francesco Guerra, un déserteur

11 ENZO DI BRANGO et Valentino ROMANO, *Brigantaggio e rivolta di classe*, Nova Delphi, 2017.

12 Archives centrales de l'État, fonds des tribunaux militaires spéciaux, interrogatoire de Giuseppina Vitale.



Crocco



Michelina di Cesare

de l'armée italienne qui est alors à la tête d'une bande de brigands. Peu de temps après, elle prend le maquis et rejoint Francesco qu'elle épouse en cachette.

Elle joue alors un rôle fondamental en tant qu'étroite collaboratrice de son mari à la tête de la bande. Cela est confirmé par le témoignage d'un brigand dénommé Domenico Compagnone, qui, après sa capture, déclare au cours d'un interrogatoire : « Le groupe est composé de 21 individus, dont deux femmes qui accompagnent Fuoco et Guerra, et celle de Guerra est aussi armée de fusils à deux coups et de pistolet. Dans le groupe, [seuls] les chefs sont équipés de fusils à deux coups et de pistolets¹³. »

La bande, parfois seule, parfois avec d'autres bandes locales, est active de 1862 à 1868, menant assauts, attaques à main armée, vols, enlèvements. L'assaut du village de Galluccio, effectué avec un stratagème particulier, est resté célèbre : certains brigands travestis en carabiniers font semblant de conduire des brigands capturés.

En 1868, un général est envoyé dans la zone avec les pleins pouvoirs afin de réprimer définitivement la guérilla. Appâtant les paysans avec des récompenses pour qu'ils fournissent des informations, il réussit ainsi à faire tomber Michelina et Francesco Guerra dans un guet-apens. Michelina est violée à plusieurs reprises avant d'être tuée, et son cadavre est profané.

Les brigands du groupe sont fusillés, et leurs corps dénudés sont exposés avec celui de Michelina sur la place centrale

du village en guise d'avertissement pour la population locale.



Conclusion

Le brigandage et sa répression ont marqué durablement les esprits, tant dans les populations du sud qu'au plus haut sommet de l'État, orientant le traitement de la « question méridionale¹⁴ ».

Il est à l'origine d'une abondante littérature académique, s'inscrivant plus généralement dans l'historiographie de l'Unité. À l'époque des faits, des parlementaires libéraux s'indignent de la répression féroce mais leurs voix s'éclipsent rapidement dans les années suivantes pour faire place à un objectif mémoriel mettant en valeur le bien fondé de l'Unité italienne face au caractère arriéré du sud dont le brigandage serait la manifestation.

Même si dans les années 1960 est apparue une lecture marxiste des événements qui a le mérite de montrer la convergence des intérêts des classes dominantes du nord et du sud et les ressorts économiques et sociaux à l'origine de la révolte, les manuels scolaires italiens présentent jusqu'à aujourd'hui l'Unité comme une nouvelle naissance de l'Italie sur le plan culturel, politique et civil.

Au sein des populations du sud, pourtant, la mémoire de ces événements est différente. À l'époque même des faits, par le biais de la publication de nombreuses biographies, se constitue dans la littérature populaire méridionale la figure

13 Archives centrales de l'État, fonds des tribunaux militaires spéciaux, interrogatoire de Domenico Compagnone.

14 La « question méridionale » est le nom que l'on donne pour qualifier l'écart de développement qui sépare le sud de l'Italie des autres régions. Cet écart était déjà visible avant l'Unité et il n'a toujours pas été résorbé aujourd'hui.

du brigand-héros. « Maintenant même, dans bien des campagnes, contre les parois blanchies à la chaux des maisons de paysans, s'étalent de grossières lithographies qui rappellent les hauts faits de Mammome ou de Fra Diavolo¹⁵ », écrit un témoin.

Malgré le temps, le mythe reste intact. Ainsi, l'auteur antifasciste Carlo Levi raconte avoir constaté lors de son exil forcé en Basilicate pendant les années 1930 que les paysans continuaient à vibrer à l'évocation du grand brigandage des années 1860 : « La guerre des brigands a pratiquement pris fin en 1865 ; 70 ans s'étaient donc écoulés et seuls quelques vieillards décrépés pouvaient l'avoir vécue comme protagonistes ou comme témoins et se rappeler personnellement ses vicissitudes. Mais tous, vieux et jeunes, hommes ou femmes, en parlaient comme si c'était hier avec une passion toujours vivace. Quand je m'entretenais avec les paysans, je pouvais être sûr que, quel que fût le sujet de la conversation, celle-ci n'aurait pas tardé à glisser d'une façon ou d'une autre sur les brigands¹⁶. » Et d'ajouter que cette guerre des brigands des années 1860 avait pour ses interlocuteurs valeur de « légende », de « récit épique », de « mythe » ; qu'elle représentait leur « désespérée, atroce et vaine épopée ». Lévi constatait ainsi que les paysans de l'époque fasciste épousaient dans leur quasi totalité la cause des brigands, c'est-à-dire des vaincus¹⁷. Dans

les années 1970, le chansonnier napolitain Eugenio Bennato écrit le célèbre morceau *Brigante se more*, qui passe souvent pour une chanson d'époque : « *Brigante se more* est un morceau dont je suis très fier, surtout parce que tout le monde est convaincu que c'est une composition de la tradition napolitaine alors que je l'ai écrit dans les années 1970 avec Carlo d'Angiò. Nous avons repris les codes de la musique populaire au point de le faire ressembler à un chant de l'époque. C'est un morceau qui a mis en lumière un tabou de notre histoire perdu dans les mémoires, vu que l'on ne sait rien des brigands, que l'on a perdu toute trace de ce qu'ils chantaient dans les montagnes quand ils se cachaient. Pour cela, *Brigante se more* est une œuvre de poésie. Toutes les fois que les gens croient que c'est un chant d'époque, je le prends comme un compliment parce que cela signifie que j'ai compris le secret du langage. Ce chant appartient au présent, il est connu et chanté par tous¹⁸. »

Ces mots d'Eugenio Bennato montrent la fonction du mythe au sein des groupes dominés en tant qu'objet mémoriel renforçant le sentiment d'appartenance à une histoire commune et assurant la cohésion du groupe. L'histoire écrite par les historiens, au-delà du risque de partialité dont elle n'est pas exempte, n'a rien de contradictoire avec le mythe, qui manifeste un besoin psychologique de l'homme de construire un monde qui ait une signification.

L'historien anglais Eric J. Hobsbawm écrit au sujet du brigand et du bandit : « Il ne commence pas sa carrière de hors-la-loi par un délit, mais comme victime d'une injustice, il redresse les torts, il

15 Marc MONNIER, *Histoire du brigandage dans l'Italie méridionale* (éd. 1862), Hachette Livre BNF, 2014.

16 Carlo LEVI, *Le Christ s'est arrêté à Eboli*, Gallimard, 1977.

17 Jean-Pierre VIALLET, *Réactions et brigandage dans le Mezzogiorno péninsulaire (1860-1869)*, Actes du colloque sur le banditisme et les révoltes dans les pays méditerranéens, 1982.

18 Eugenio BENNATO, interview à *Il Sannio Quotidiano*, 2002.

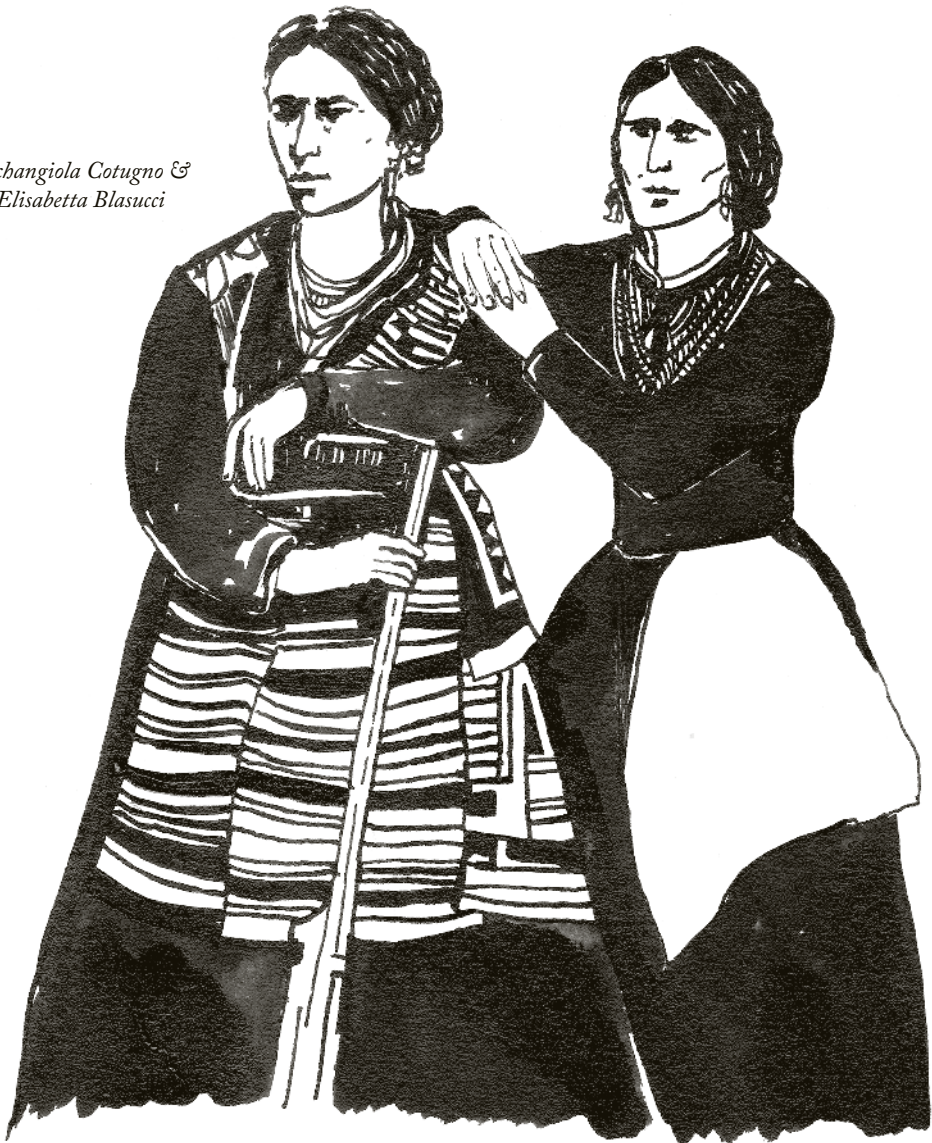
prend au riche pour donner au pauvre, il ne tue que pour se défendre ou se venger d'une injustice. Il ne se détache jamais entièrement de sa communauté. Souvent il meurt victime de trahison, il n'est pas ennemi du roi, il est invisible et invulnérable, il est admiré et soutenu par ses compagnons¹⁹. » Le brigand personnifie le

rebelle, le héros tragique. C'est pour cela que Hobsbawm, en historien marxiste, ne cache pas sa sympathie pour les bandits et les brigands. Cela peut paraître étonnant vu la reconnaissance que reçut son livre dans le monde académique, mais il démontre que l'engagement politique cherche dans le mythe un soutien à ses idées.

19 Eric J. HOBBSBAM, *Les bandits*, Zones, 2008

Alexandra
Illustrations de Rita

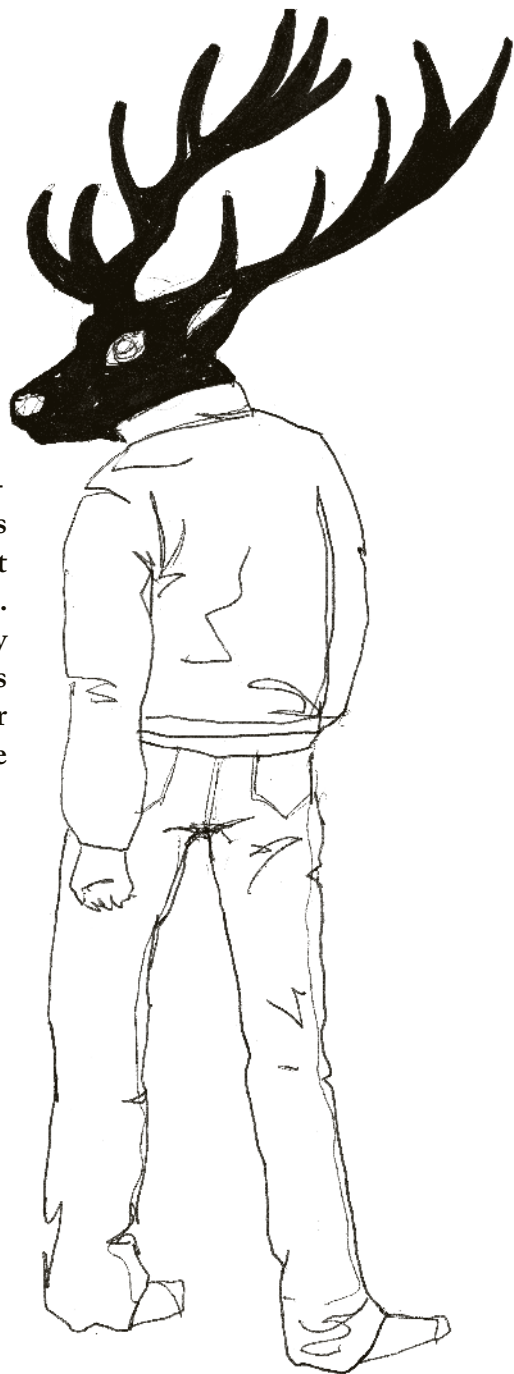
*Archangiola Cotugno &
Elisabetta Blasucci*



CHASSE, PÊCHE, NATURE ET RÉINTRODUCTION

UNE CRITIQUE DE LA GESTION DE LA FAUNE

Les réintroductions d'espèces réalisées en grande pompe occupent régulièrement l'espace médiatique, d'autant plus quand l'individu concerné appartient à la catégorie des grands prédateurs. Au-delà de l'actualité ursuline, Andy Manché, habitué de nos colonnes, nous propose de prendre un peu de recul sur la bien nommée gestion et protection de la nature.



« Car oui! Camarades! C'est bien grâce à une alliance entre les espèces que nous mettons une race au capitalisme! ».

Bakounine Michou



Évitez les sujets polémiques, bande d'abrutis! Ne parlez pas du loup, ne parlez pas de l'ours » conseillait avec bienveillance un formateur à ses poulains lors d'une séance dédiée à la faune. « Imaginez qu'un chasseur se cache dans le groupe auquel vous vous adresserez! » Dans le petit monde libéral de l'éducation à l'environnement, le client est roi, et aucune remarque ou affirmation ne doit passer au travers des mailles de la neutralité. Cette petite anecdote plutôt à côté de la plaque n'était qu'un prétexte pour introduire la question – elle aussi hors sujet – de la chasse. Hors sujet car l'intention première de ce texte est de vous parler de la réintroduction animale, pratiquée entre autres par les fédérations de chasse et supervisée par l'ONCFS¹. Point n'est besoin, donc, de se perdre en considérations sur les pratiques cynégétiques comme c'est le cas dans les premiers paragraphes qui suivent. Quelle mesquinerie! Mieux vaudrait aller au but sans trop de circonvolutions plutôt que de se livrer à un trop bref exercice de critique de ce loisir mêlant sport et passion, que certains interpréteront comme partisan en plus d'être gratuit, et ce bien qu'il soit exécuté avec le détachement de rigueur...

1 Office Nationale de la Chasse et de la Faune Sauvage, sous l'égide des ministères dédiés à l'Environnement et à l'Agriculture. Le rôle et le rapport à la chasse sont centraux dans l'orientation, les choix et les mises en place des politiques de réintroduction.

Car comme le soulignait le formateur, il ne faut pas heurter les chasseurs, ces âmes sensibles que tout le monde semble vouloir se mettre dans la poche. Mais voilà le hic : il se pourrait bien qu'à l'image de nombre de ses congénères, l'auteur de ces lignes étouffe sous le poids de cette pratique exclusive et qu'il ait la conviction de ne pas être un cas isolé. Alors tant pis pour le consensus militant qui voudrait que tout ce qui est populaire soit sacré et à broser dans le sens du poil. Après tout, nous ne sommes pas à la chasse aux votes... Les internationalistes lecteurs du *Chasseur Français* éviteront un possible choc cardiaque en sautant les deux premiers paragraphes... Toutefois, ils relativiseront en se disant que deux paragraphes ne sont pas grand chose face à une industrie ayant un gouvernement et pléthore de revues à sa disposition. Quant aux autres, soyez indulgents et allez jusqu'à la fin si la curiosité vous pousse au-delà de ces quelques involontaires divagations.

Avec plus d'un million de chasseurs², la France fait donc figure de très bon élève dans le domaine de la tuerie de délasserment. S'il ne s'agit pas spécialement de s'en prendre à ce rituel consistant à tromper l'ennui en dégommant des animaux, force est de constater que nos intrépides trappeurs occupent le territoire aussi bien pendant la saison de chasse que pendant les quelques mois où les armes sont censées rester à la maison. Non parce qu'ils braveraient en masse la période d'interdiction, mais parce que le discours d'un million d'adeptes de ce loisir 100% tradition résonne autrement plus fort que – par exemple – celui de millions de travailleurs précarisés. Les courbettes du chef

2 Ce chiffre tient compte aussi bien des bons que des mauvais chasseurs.

actuel de l'État français envers la chasse, qui semblent décidément une marque de fabrique chez les présidents jeunes et dynamiques³, ont marqué l'actualité de l'hiver dernier et de ce que l'on appelle la rentrée politique. Outre cet anachronisme imbécile qu'est la tradition française ou ce fétichisme crétin pour les armes à feu, la chasse prétend être à la croisée d'autres valeurs. Les chasseurs seraient ainsi les premiers écologistes. Dans le sens où leur action – de masse pour une fois – participerait au rééquilibrage d'une chaîne alimentaire depuis longtemps atrophiée par l'acharnement des hommes. En tentant d'endiguer le pullulement d'animaux qu'ils ont pourtant largement contribué à répandre, les chasseurs seraient le dernier rempart qui préserverait certains villages d'une attaque en règle par des hordes de cochons sauvages. Si rien n'est fait, ceux-ci ne se contenteront plus de piétiner nos potagers mais transformeront les villages en champs de ruine et dévoreront les enfants à la sortie des écoles. Si, d'une certaine manière, ce discours ne comporte pas uniquement du faux, il est toutefois porteur de ce cynisme que tout gestionnaire du désastre doit faire sien : il n'est pas moins faux d'affirmer que, pour pouvoir continuer à fonctionner, le système économique a besoin aussi bien d'énergie polluante que d'une réserve d'esclaves. Faut-il pour autant accepter

la gestion de la faune telle que nous la propose l'industrie de la chasse, comme il nous faudrait accepter la fuite en avant nucléaire sous prétexte que les centrales existent déjà ? Pour qui loue la grandeur de l'esprit de l'homme, son implacable supériorité dans le domaine du vivant, le génie d'une espèce qui a été capable d'institutionnaliser, légiférer et militariser la loi de la jungle, alors la réponse est certainement positive. Au rebours de cette posture consistant à gérer la catastrophe, une autre se plaît à présenter la chasse comme une pratique qui replace les humains dans une chaîne alimentaire et une relation à l'animal forcément saine, puisque naturelle. On se cassera donc les dents pour y déceler autre chose qu'une énième conjugaison du mot nature, son simple emploi ayant force d'autorité. On ne sait pas à quelle mythification de l'histoire des sociétés humaines, ni à quelle naturalité de la chaîne alimentaire cette esquisse de la chasse renvoie, mais quoi qu'il en soit, ce n'est certainement pas au territoire européen où les forêts primaires ont disparu, où les grands prédateurs mangent bien plus de bastos que de moutons, où rongeurs et mustélidés ont été des siècles durant transformés en manteaux ou en paires de gants que l'on cherchera quelque chose pouvant s'apparenter à une chaîne alimentaire complète et assurant son cycle. Bref, d'une part, il est difficile de comprendre en quoi telle pratique serait plus naturelle que telle autre dans un monde peuplé de plus de 7,5 milliards de consommateurs ou aspirants à le devenir. D'autre part, l'ambiguïté du terme de nature appliqué à un fonctionnement sociétal lui donne une plasticité telle qu'on l'entend sortir aussi bien de la bouche d'un hippie exalté que

3 Avant Macron, c'était Giscard qui avait été le plus jeune président élu. Fort de son image de jeune loup au top de la forme, il pensait casser l'image de la vieille politique en allant boire des coups avec le petit peuple dans les villages, en prenant le petit déjeuner avec des éboueurs ou en servant la paluche d'un détenu... avant d'aller honorer la politique franc-africaine et, après les signatures de contrats et autres accords militaires, de partir chasser l'éléphant sous le feu des projecteurs.

de celle d'un apôtre du darwinisme social ; de celle d'un chasseur né avec un fusil en bandoulière aussi bien que de celle d'un nazillon embrassant la loi du plus fort. La nature peut s'interpréter aussi bien comme la source d'inégalités qu'elle est souvent que comme le formidable réservoir de solidarités interspécifiques qu'elle est parfois. Tout peut s'argumenter en son nom : l'homophobe y puise de quoi justifier sa haine ; le libertaire terrassé par une crise de poésie voit dans son harmonie apparente un beau jour de printemps le modèle d'une société libérée. Aussi nous abstiendrons-nous de l'emploi de ce mot, dès lors que l'on cherche à lui faire revêtir une idée plutôt que la simple description d'un milieu un minimum à l'écart de la civilisation.

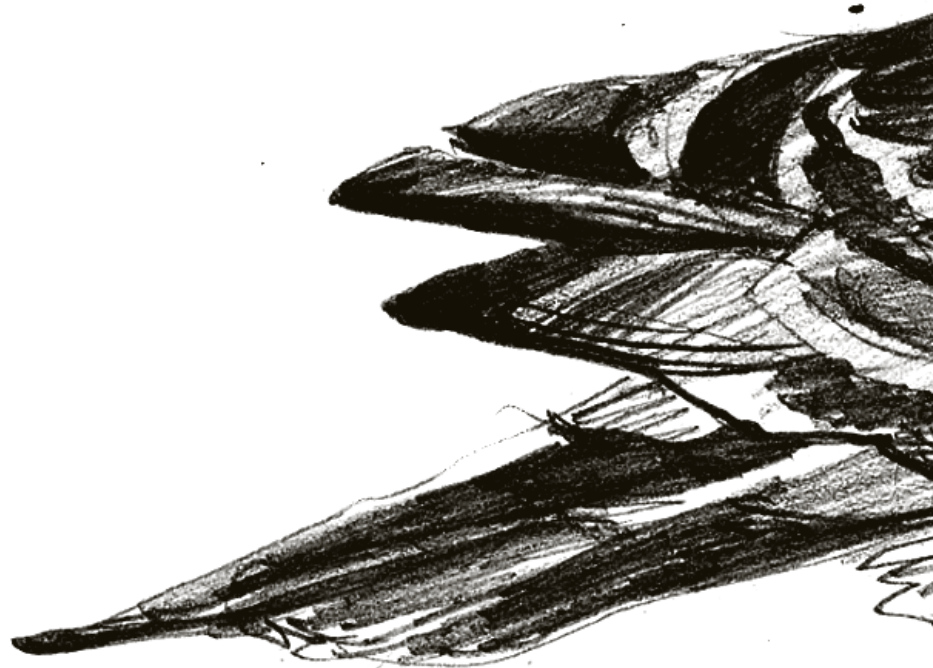
Mais revenons-en à nos mouffons. Les espèces sont classées entre nuisibles ou utiles, non en fonction du rôle qu'elles pourraient avoir dans les rares zones où un semblant d'équilibre écologique aurait pu se maintenir, mais en fonction de la concurrence que celles-ci font au fanatisme hégémonique de la nôtre. Un loup bouffe un agneau : il faut buter tous les loups. Un requin mal inspiré se claque la cuisse d'un surfeur blond avant de la recracher : il faut tuer tous les squales (au lieu de tuer tous les surfeurs blonds). Une vipère mord la cheville du distrait randonneur qui la piétinait : il faut fumer tous les serpents. La fouine ou l'hermine s'adonne à des incursions nocturnes dans les poulaillers : il faut extermi-

ner les mustélidés. C'est uniquement en fonction des contraintes qu'elles apportent à nos modes de vie que les espèces sont autorisées à vivre ou condamnées à la persécution. Mais même – et c'est vous dire ! – dans les projets de certains gestionnaires du présent, cette logique a fait long feu. Car s'il était normal de penser sans se l'avouer « après nous le déluge » il y a à peine une génération, nombreux sont les indices permettant d'entrevoir à court terme le déclenchement incontrôlable de réactions en chaînes consécutives au dérèglement généralisé du vivant. On se fout des générations futures : c'est une chose évidente et presque admise par chacun, depuis le dirigeant jusqu'au consommateur. Mais on ne se fout pas de la nôtre : à quoi bon trimer quarante et quelques années au turbin si, le jour de la retraite, tout s'effondre ?

Arrivé à ce point du texte, le risque est grand de basculer dans le concours de descriptions du cataclysme qui inonde toute revue plus ou moins de gauche. Nous tenterons donc péniblement de faire l'économie des sempiternelles jérémiades et autres surenchères quant à l'étendue du problème écologique. Ouvrez n'importe quelle revue citoyenne si vous voulez continuer de déprimer à coup de chiffres sur le réchauffement climatique, la surpopulation ou la

suite page 34





Jessica
Cognard





biomagnification du plastique. En attendant, les faits sont là : le taux d'extinction des espèces est aujourd'hui de plusieurs centaines à plusieurs milliers de fois plus rapide qu'il ne le serait sans la présence de l'homme. La proportion précise est affaire de spécialiste. Nous ne nous en mêlons d'autant moins que même réduite à son minimum, elle est indubitablement la conséquence des agissements du meilleur des mondes et de ses habitants. Destruction de l'habitat, réchauffement, urbanisation galopante, perturbation de la chaîne alimentaire, pollution massive ou disparition pure et simple des sols et des cours d'eau, dérangement lors de périodes de reproduction... rien n'est épargné à nos camarades animaux. La plupart des victimes de cette extinction massive – du jamais vu depuis 66 millions d'années –, n'ont pas une taille, une appartenance ou une anatomie suffisamment proches des nôtres pour mériter davantage qu'une mention furtive et vite oubliée : on est généralement plus attristé par l'extinc-

tion d'un mammifère que par celle d'un insecte ou d'une graminée. La disparition massive de la microfaune a pourtant des conséquences immédiates et désastreuses, facilement observables pour le grimpeur qui entreprend la périlleuse ascension de la chaîne alimentaire : pour ne citer qu'un exemple largement connu et commenté, les passereaux, privés d'insectes en quantité suffisante, s'éteignent les uns après les autres⁴. La chaîne alimentaire ressemble à une échelle dont on scie aléatoirement chaque année un nouveau barreau : elle n'est plus une ligne continue mais une suite de segments de plus en plus courts et donc éloignés les uns des autres.

Comme il est de règle en ces temps d'abrutissement consumériste, l'usage consiste à proposer des palliatifs. Le capitalisme vert et le tourisme équitable répondent à une angoisse massive par l'ouverture d'espaces où, moyennant souvent monnaie, le vacancier responsable mais néanmoins inquiet pourra mimer l'insouciance. Quelques kilomètres carrés sans trop de coupes rases et d'acharnement direct contre la vie animale devraient, à défaut de faire oublier que c'est la merde ailleurs, conforter dans la croyance en une manière juste de gérer l'équilibre entre destruction et préservation de l'environnement... C'est dans ce cadre que la réintroduction animale entre

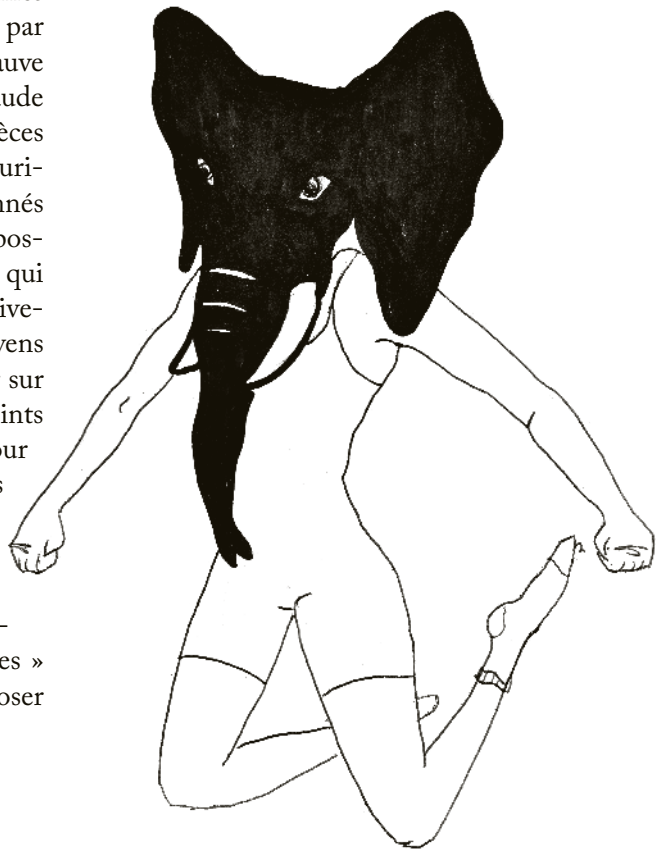
4 À part quelques champions de l'adaptation, comme par exemple les mésanges dont le bec somme toute assez robuste permet de passer à un régime granivore en hiver. Mais pour les passereaux dits spécialisés qui ont le malheur de ne pas être migrateurs, débusquer des insectes en quantité suffisante toute l'année s'avère de plus en plus une vraie prise de tête/crâne.

en scène. C'est-à-dire dans un cadre intégrable et intégré au marché, où la valorisation de la faune et de la flore n'a guère d'autre finalité que celle d'attirer le citoyen paré de son complet naturaliste Quechua. Comme n'importe quelle saloperie engendrée par le capitalisme, la disparition des espèces ne peut être considérée séparément du reste. Elle ne peut pas être endiguée sans une remise en cause radicale d'un monde qui se doit de tout écraser sur son passage. Incorrigibles mécontents, nous ne chercherons donc pas ici à saluer la réintroduction animale telle qu'elle est pratiquée, dans les territoires de montagne entre autres, par les parcs nationaux ou les fédérations de chasse. Cela ne changera rien à ce que l'on peut penser de telle ou telle politique de réintroduction particulière, et n'empêchera pas les sceptiques que nous sommes face à ces opérations d'être fascinés par l'impeccable vol plané d'un vautour fauve ou de sourire devant la démarche pataude d'un castor sur une berge, deux espèces dont les retours mêlant protection juridique et réintroduction ont été couronnés de succès. Mais la séduisante carte postale cache une politique de gestion qui n'a d'autre horizon que de panser tardivement une hémorragie, et dont les moyens restent soumis à l'impératif du retour sur investissement. C'est sur ces deux points que nous allons nous étendre pour mettre au clair quelques idées sur les ressorts et la finalité de la réintroduction.

« Et puis, le charme du produit touristique « Parc National des Cévennes » n'est-il pas, entre autres, de proposer

des animaux sauvages qu'on puisse voir, même quand on n'est pas un trappeur⁵ ? » La réintroduction, tout d'abord, est une opération souvent de la dernière chance consistant à effectuer des lâchés d'espèces menacées sur des territoires où elles ont disparu ou presque disparu. On ne la confondra pas avec l'introduction qui consiste en la même opération, mais sur des territoires où ces espèces n'ont jamais été présentes. On comprend tout de suite mieux pourquoi l'introduction est une pratique dangereuse : des relations complexes régissent les relations entre les espèces, ainsi qu'entre les espèces et le milieu. La totalité des aspects de

5 *Sauvages et de tous poils*, n°44/45 de la revue du Parc National des Cévennes.



la vie d'une espèce doit être imbriquée dans l'écosystème qui l'accueille, depuis son inclusion dans la chaîne alimentaire jusqu'à la biodégradation de ses déjections et de sa dépouille. Introduire une espèce là où elle n'a jamais évolué bouleverse ce cycle et peut donner lieu aussi bien aux fameux et tant décriés pullulements⁶ qu'à des déséquilibres dans les cycles de la biomasse⁷. L'introduction est de toute manière une opération soit involontaire (les innombrables cas d'insectes qui s'invitent sans titre dans le transport international et se répandent partout), soit liée directement aux impératifs industriels, comme les ragondins d'Amérique du Sud ramenés en Europe pour répondre à la demande de l'immonde marché de la fourrure. Quant à la réintroduction, elle ne peut contrecarrer que l'une des raisons de la disparition des espèces : la persécution directe et délibé-

rée par l'homme. Cette persécution a plusieurs origines. L'une d'elles, déjà évoquée plus haut, consiste à se divertir. D'autres sont liées à des fantasmes ancestraux qui ont la peau dure dans certaines régions : le loup qui va pulluler, les serpents coupables de nous faire peur, le grand rapace qui, si on laisse faire, va bientôt s'attaquer à des nourrissons⁸. En limitant par une action de police cette persécution à l'intérieur de territoires où s'applique une juridiction spéciale accompagnant les entreprises de réintroduction, les autorités prétendent construire des îlots verts au milieu d'un océan pollué par l'action conjointe de toutes leurs autres politiques. Mais à quoi bon s'acharner à réintroduire des coqs de bruyère au sommet du Mont Lozère si, dans le reste du pays, les herbicides font disparaître en masse insectes et passereaux ? À quoi bon créer des ministères de l'Écologie quand les autres ont pour mission de détruire l'environnement directe-

6 Le pullulement est souvent reproché à des espèces dont une des caractéristiques est justement de ne pas pulluler. Le renard ne pullule pas : lorsque sa population atteint un seuil défini par la disponibilité des ressources alimentaires, la femelle donne naissance à beaucoup moins de renardeaux. Le loup qui cristallise crainte et haine ancestrales obéit à la même règle que son cousin goupil : la femelle va jusqu'à renoncer à ses chaleurs en cas de saturation démographique. On ne pourra que constater sans la moindre ironie que l'espèce qui reproche aux autres de pulluler – homo sapiens –, compte 7,5 milliards d'individus auxquels s'en seront ajoutés quelques millions entre la rédaction de cette note de bas de page et son passage sous presse...

7 Citons pour exemple le fécal retour de bâton consécutif à l'introduction massive de vaches en Australie. En l'absence du bousier, insecte consommateur exclusif de bonnes vieilles bouses, les pâturages australiens se sont recouverts de déjections dont le recyclage n'était plus assuré par personne, les humains ne mangeant de la merde qu'à condition qu'elle soit estampillée McDonald's ou Carrefour...

8 Si effectivement la présence de certaines de ces espèces peut compliquer la vie d'un éleveur ou du propriétaire d'une basse-cour, elles payent cependant souvent le prix de la rancœur de corps de métiers devenus obsolètes dans l'économie mondialisée. On a régulièrement besoin de boucs émissaires, faute de s'attaquer aux causes directes de son mal-être. Autrement dit, il est plus commode pour un éleveur ariégeois de blâmer l'ours qui s'attaque épisodiquement à un troupeau, qu'un pouvoir dont les orientations laisseront toujours les paysans osciller entre dépôt de bilan et burn-out. L'acharnement franco-français contre les grands prédateurs est également à rechercher dans le fait qu'ayant été exterminés, et donc absents pendant plus d'un demi-siècle, leur retour est vécu comme une contrainte supplémentaire par des filières professionnelles aux abois. Quant à la disparition de la profession du fait de l'agressivité, pour ne pas dire la sournoiserie, du grand méchant loup, un petit détour par l'Espagne ou l'Italie renvoie cet argument à ce qu'il est : un fantasme. Des millénaires de cohabitation ininterrompue entre le loup, l'ours et l'homme n'a fait disparaître ni éleveurs, ni proies.

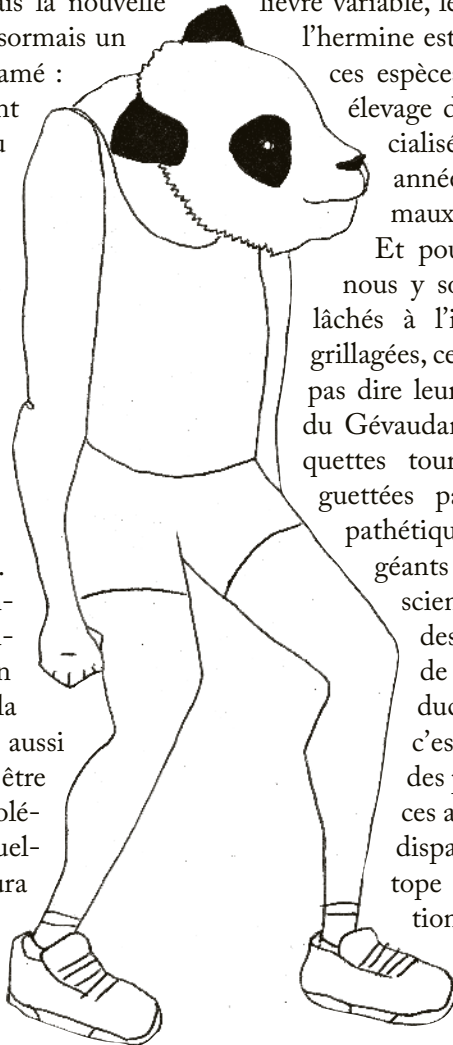
ment (ministère de la Défense, ministère de l'Agriculture) ou indirectement (à peu près tous les autres)? À part se forger une image écoresponsable et faire passer un message en phase avec son époque, seul l'habituel exercice de contorsion bien-pensante permettra de trouver une réponse à ces questions. Mais l'acharnement direct n'est pas la seule raison de la disparition des espèces : celles-ci doivent faire face aux menaces de fond. Et c'est à nouveau dans l'action de notre propre espèce que se logent ces causes. Nous aurions peut-être parlé de menaces à long ou moyen terme en rédigeant ce texte il y a quelques années. Mais la nouvelle extinction massive est désormais un processus reconnu et entamé :

le capitalisme triomphant n'est plus un cadeau empoisonné que nous laisserons aux générations futures, mais bien une grenade dégoupillée que nous tenons entre les mains. Destruction des milieux, bétonisation massive, dérangement, réchauffement climatique etc. sont autant de causes du recul du vivant à la surface du globe. C'est ce que nous entendions lorsque nous soulignons plus haut qu'aucun dommage engendré par la domination capitaliste, aussi collatéral soit-il, ne peut être considéré et enrayé isolément. Un agent d'un quelconque parc national aura beau mettre une prune à un braconnier abattant

une espèce protégée, il n'empêchera pas les entreprises de vendre plus d'automobiles, les groupes de photographes naturalistes de faire échouer les reproductions, les stations de ski et les infrastructures routières de morceler les populations, les hordes d'aventuriers portant des baidriers en guise de slips de débouler en masse dans les milieux fragiles. Il n'empêchera pas non plus le réchauffement de grignoter le territoire de ces animaux dont l'écologie est basée sur la présence de la neige : avec une couverture blanche se réduisant à peau de chagrin, la survie d'espèces telles que le renard polaire, le lièvre variable, le lagopède ou encore

l'hermine est en péril. L'avenir de ces espèces consiste-t-il en un élevage dans des centres spécialisés effectuant chaque année des lâchés d'animaux semi-domestiqués?

Et pourquoi pas, tant que nous y sommes, effectuer ces lâchés à l'intérieur d'enceintes grillagées, ces zoos qui ne veulent pas dire leur nom, tels ces loups du Gévaudan vantés par les plaquettes touristiques? Sont-elles guettées par le même avenir pathétique que ces pandas géants à qui des équipes de scientifiques projettent des films coquins afin de stimuler une reproduction en déclin? Car c'est bien par une grève des parties honteuses que ces animaux ont réagi à la disparition de leur biotope et à leur conservation artificielle... Aussi surréelle que puisse

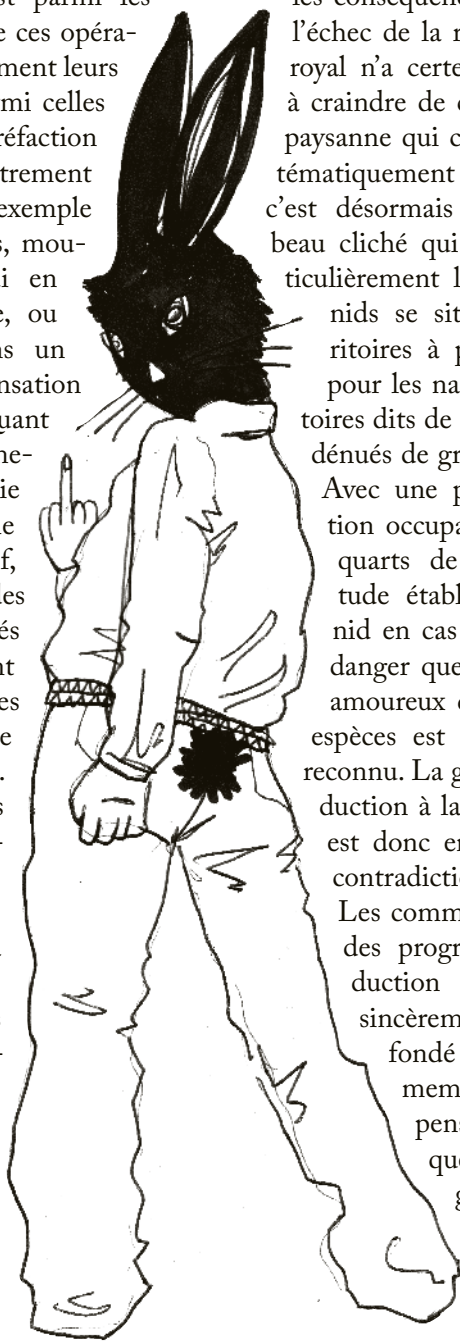


sembler cette situation, nous en sommes là et ce texte n'est pas le début d'un livre de science-fiction.

Enfin, un constat s'impose dès lors que l'on observe la pratique de la réintroduction dans les parcs nationaux et autres réserves naturelles : c'est parmi les espèces spectaculaires que ces opérations grappillent généralement leurs candidats, plutôt que parmi celles dont la disparition ou raréfaction a des conséquences autrement plus graves. Citons pour exemple les grands ongulés (cerfs, mouflons, bouquetins...) qui en imposent par leur taille, ou l'ours, spectaculaire dans un monde où la fausse sensation forte est une demande. Quant au castor, bien que moyennement imposant, il bénéficie d'une certaine sympathie dans l'imaginaire collectif, en plus de faire faire des économies aux collectivités territoriales en assumant une partie de l'entretien des berges et en permettant de les maintenir accessibles. C'est du moins une des raisons de sa réintroduction dans certains pays d'Europe. La mise en valeur des espèces dans la stratégie de communication des parcs ou réserves sert bien entendu à valoriser le territoire d'un point de vue économique. Car dans le pur intérêt de ces animaux, le battage médiatique

autour de leur présence est une véritable tare. N'importe quel responsable de programme de réintroduction sait pertinemment que le silence est le meilleur allié d'un lâché de faune sauvage. Car outre les éternels chasseurs, c'est en images que d'autres cherchent à les capturer, avec

les conséquences que l'on sait sur l'échec de la reproduction. L'aigle royal n'a certes plus grand chose à craindre de cette triste habitude paysanne qui consistait à tirer systématiquement les rapaces. Mais c'est désormais la chasse au plus beau cliché qui le menace, et particulièrement les couples dont les nids se situent dans des territoires à peu près accessibles pour les naturalistes : ces territoires dits de moyenne montagne, dénués de grandes parois isolées. Avec une période de nidification occupant environ les trois quarts de l'année et l'habitude établie d'abandonner le nid en cas de dérangement, le danger que font peser certains amoureux de la nature sur ces espèces est maintenant un fait reconnu. La gestion de la réintroduction à la sauce parc national est donc embourbée dans une contradiction indépassable. Les commissions responsables des programmes de réintroduction auront beau croire sincèrement dans le bien-fondé de leur action, leurs membres auront beau penser individuellement que le problème est global, la promotion faite autour de



ces opérations participe à la création du problème qu'elles se proposent de freiner. Et personne n'imagine cette publicité disparaître de sitôt. Le capitalisme ayant depuis longtemps atteint l'étroite limite géographique qu'est la planète, il s'agit désormais de la presser et d'intensifier son exploitation là où cela n'a pas encore été suffisamment effectué. On ne produira certes jamais autant de valeur marchande dans les territoires montagnards et ruraux que dans les quartiers d'affaires, mais le fonctionnement sous forme de crise permanente de l'économie mondiale passe par l'augmentation et la multiplication des cadences partout où cela est possible. La mise en valeur du territoire, ce n'est pas une tentative de revenir à des pratiques supposées authentiques afin de juguler les ravages qu'y a causé la marchandise. C'est au contraire extraire de la valeur de régions où l'industrie et le service se sont peu implantés et où, comme partout, la loi de la rentabilité doit plus que jamais s'appliquer. La course à la croissance passe également par là. C'est donc aussi à travers la promotion de parcs nationaux riches en biodiversité que l'on attire et que l'on fait tourner l'économie locale. Mais foin de démonstrations prétendant faire croire au lecteur que nous comprenons quelque chose à l'économie ! De nature compréhensive, nous ne profiterons pas de cette amorce de conclusion pour vous enquiquiner par un pseudo-maniement de science marxisante.

En insistant sur la richesse faunistique de ses territoires, l'État, par l'intermédiaire de ses parcs et autres zones classées, stimule le tourisme et se veut une courroie de transmission vers les acteurs économiques locaux : hébergements, restauration, industrie du loisir et de l'activité pleine nature. Ces derniers le savent d'autant mieux que la plupart agitent, qui un bouquetin, qui un ours, qui – faute de mieux – une marmotte, telles les mascottes de leurs vertes vallées. « Ariège, pays de l'Ours », chantent les commerçants de cette partie des Pyrénées dès lors qu'ils vendent autre chose que de la viande ou du fromage. C'est finalement en gardant en tête les perspectives larges dans lesquelles se situent les politiques de réintroduction que l'envie de nous positionner à leur sujet nous est coupée nette. La disparition des espèces nous inquiète, mais pas seulement celle des espèces commerciales, loin s'en faut. Nous nous foutons de la perspective purement contemplative, provisoire et palliative que l'État propose à l'intérieur d'une poignée de périmètres balisés. On ne combat pas un cataclysme en en attisant un autre, ou en menant des expériences isolées qui ressemblent de plus en plus à des musées ou à des zoos à ciel ouvert, mais en sapant les fondements d'un système sénile qui nous impose un tel spectacle comme la normalité.

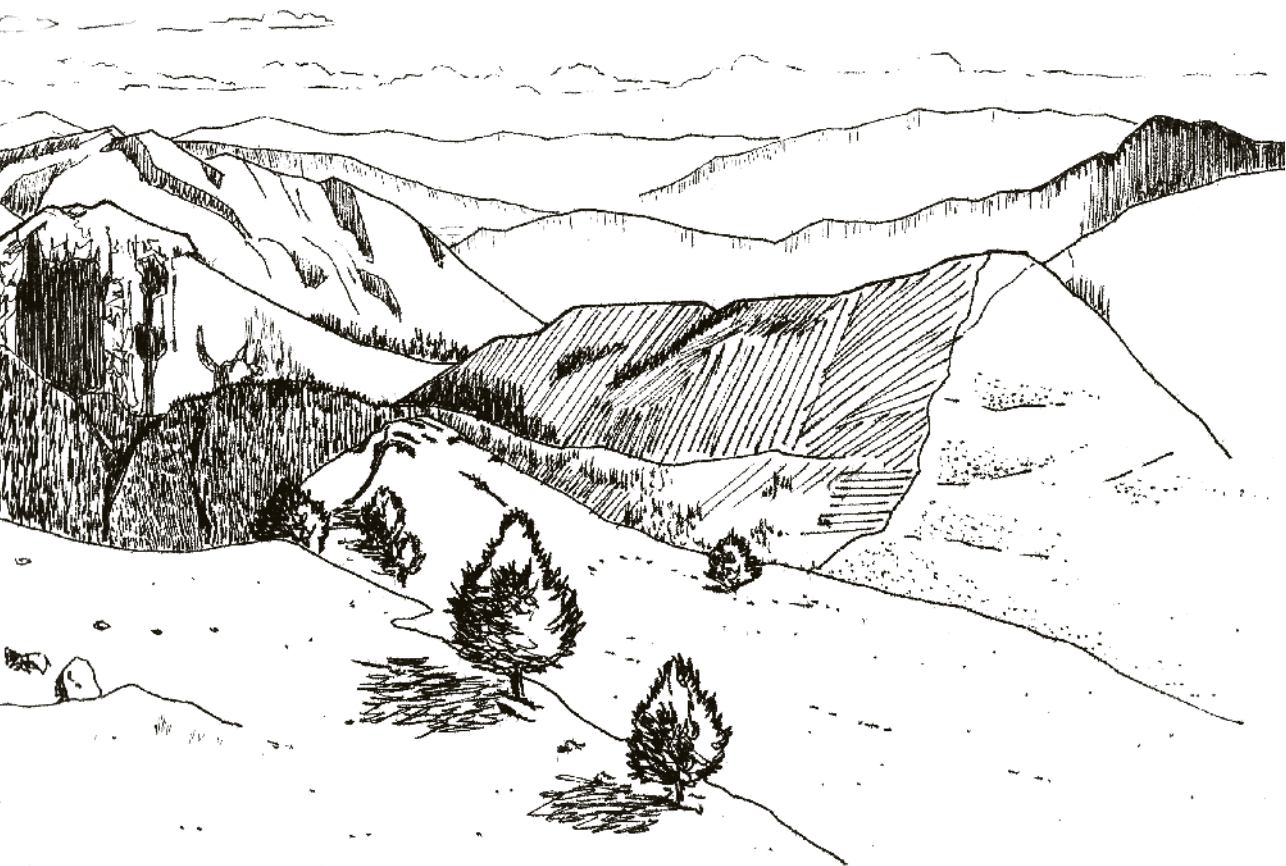
Andy Manché
Illustrations de Célia

POUR UNE POIGNÉE DE RIZ

ENTRETIEN AVEC UN CONTREBANDIER

Nous avons déniché ce texte, publié en italien dans la *Rivista della montagna* en 1989 et traduit dans le numéro 28 de la revue *Transhumances*, diffusée de 1978 à 1990 principalement dans le Briançonnais, et dont nous avons déjà republié un article dans le numéro 3 de *Nunatak*.

Cet entretien avec un contrebandier ayant exercé à la frontière italo-suisse au milieu du xx^e siècle nous écarte de toute idéalisation de ce qu'il appelle lui-même son métier. Bien loin du romantisme contestataire et mythifié d'un illégalisme transfrontalier, place à la mistoufle, aux coups bas et autres petits arrangements avec les gabelous...



La profession de contrebandier était une sorte d'excursion sans fin entre le Val Vigezzo et les Centovalli ; un ancien du métier raconte quelques aspects de ce monde. Nous parcourrons avec lui les sentiers où l'on « jouait » aux gendarmes et aux voleurs. Le Val Vigezzo est une merveilleuse vallée alpine qui va du Val d'Ossola aux Centovalli. Ouvert au tourisme depuis près d'un siècle, avec des traditions très anciennes, c'est une vallée dont la beauté a attiré beaucoup de maîtres du pinceau, au point de mériter l'appellation de « vallée des peintres ». Mais cette vallée, située à la frontière italo-suisse, a une autre particularité : au cours des siècles, elle a vu s'épanouir un métier original, celui de contrebandier. Le contrebandier est celui qui pratique la contrebande, laquelle, selon les dictionnaires, est le passage clandestin de marchandises ; notamment des articles soumis à monopole, à travers une frontière ou une limite d'octroi ; afin de se soustraire à la taxe d'octroi ou au droit prévu. Presque toutes les vallées alpines conservent la mémoire de la contrebande et des contrebandiers, mémoire où se dessine une figure plus besogneuse que criminelle, car on cherchait essentiellement par ce métier à nourrir sa famille. Ainsi les contrebandiers et la contrebande – dont nous voulons parler ici – relèvent plus d'un monde et d'un climat disparus que d'un rapport à la Loi. M.B., un ami qui a pratiqué le métier durant des années, nous le raconte.

Pourquoi devient-on contrebandier ?

Si on voulait manger, il fallait le faire, parce qu'avant nous déjà les vieux le faisaient ils transportaient du café. Puis il y a eu un boom pendant la période de guerre et tout de suite après, et pas seulement sur le café, mais un peu sur tout ; on portait de la soie, du riz, du mercure, des bicyclettes, des pneumatiques pour auto...

Des bicyclettes ? Comment faisais-tu pour porter une bicyclette ?

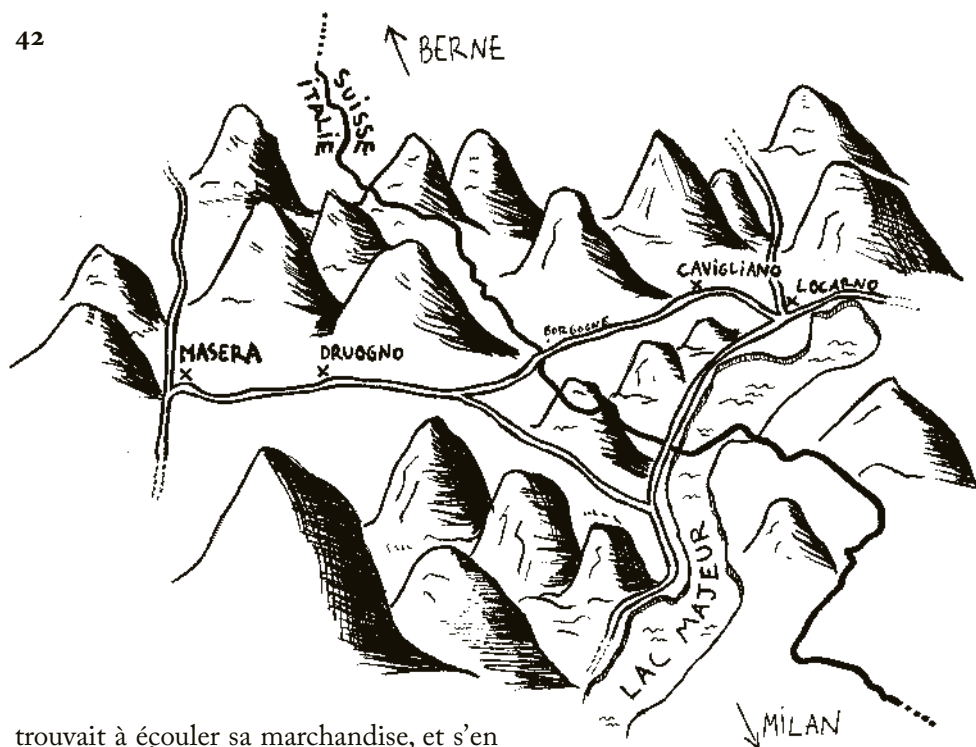
On n'en portait pas une mais deux, en les pliant et en les mettant dans un sac plat, bourré de paille du côté en contact avec le dos, afin de ne pas se faire trop mal en le transportant, Mais, c'est vrai, ce n'était pas commode.

D'où emportais-tu les marchandises ?

Personnellement, en général à Druogno, mais il y en avait qui partaient de Masera, près de Domodossola, avec 30 kg de riz. Nous mettions toujours aussi un petit saucisson à vendre, d'environ 3 kg, qui restait à part de ce qui avait été fourni par le « donneur de travail », si on peut l'appeler ainsi.

Où portais-tu tes marchandises ? Avais-tu des endroits précis ?

Généralement nous allions de Druogno à Cavigliano, à quelques kilomètres de Locarno. Nous déchargions les marchandises et rechargions pour rentrer. On travaillait pour le compte d'un tiers, selon un contrat établi en Italie. Celui qui travaillait à son compte s'arrêtait là où il



trouvait à écouler sa marchandise, et s'en retournait de façon à pouvoir faire un autre voyage.

Combien rapportait ce métier ?

Je prenais généralement 18000 liras par voyage pour porter 30 kg. Si tu étais capable de porter 40 kg, c'était encore mieux, car les 10 kg supplémentaires étaient pour toi.

Avec qui conclusais-tu le contrat en Italie ?

Ils étaient trois ou quatre à organiser les voyages, à risquer la marchandise. On disait qu'ils étaient de connivence avec la douane. Sept ou huit voyages, et un pour les gardes.

Fallait-il des qualités particulières pour devenir contrebandier ?

Non il n'y avait aucune condition requise. Tu faisais comme j'étais moi. J'étais toujours sans un sou en poche et je voyais les autres qui allaient aux fêtes, à des repas – c'étaient les seuls divertissements – et

alors tu commences à te demander comment ils s'y prenaient. À force de les voir faire la fête pendant trois ou quatre jours et disparaître pour deux ou trois, tu finis par leur demander comment ils font et s'ils peuvent t'aider. Au début, quand ils t'emmenaient avec eux pour t'introduire dans le milieu, ils te donnaient seulement 10000 liras, au lieu des 18000. C'était comme si tu payais un droit d'entrée. Petit à petit tu devenais un des leurs et prenais toi aussi les 18000 liras par voyage. La contrebande, comme je te le disais, c'était avant-guerre et ça a continué jusqu'à il y a six ou sept ans. Quelques uns la pratiquent encore maintenant, avec des denrées diverses – montres et bijoux par exemple – mais ce n'est plus comme avant. C'est trop risqué et pas très propre.

Que risquais-tu si tu te faisais prendre ?

Si les Suisses te prenaient, ils t'emmenaient d'abord à la gendarmerie, te retenaient deux jours et te coupaient les cheveux, puis te relâchaient. Les Italiens,

c'était bien différent. Pour ma part il ne m'ont jamais pris; mais si tu te faisais prendre dans un groupe de six ou sept contrebandiers portant du riz, tu leur donnais une paire de sacs et tu étais libre.

Les Suisses t'ont-ils pris?

Oui, trois fois.

Alors, trois coupes de cheveux?

Deux. La troisième fois, ils n'ont pas pu. Je n'en avais plus.

Mais pourquoi les suisses cherchaient-ils à te prendre? Pour eux ce n'était pas une bonne affaire?

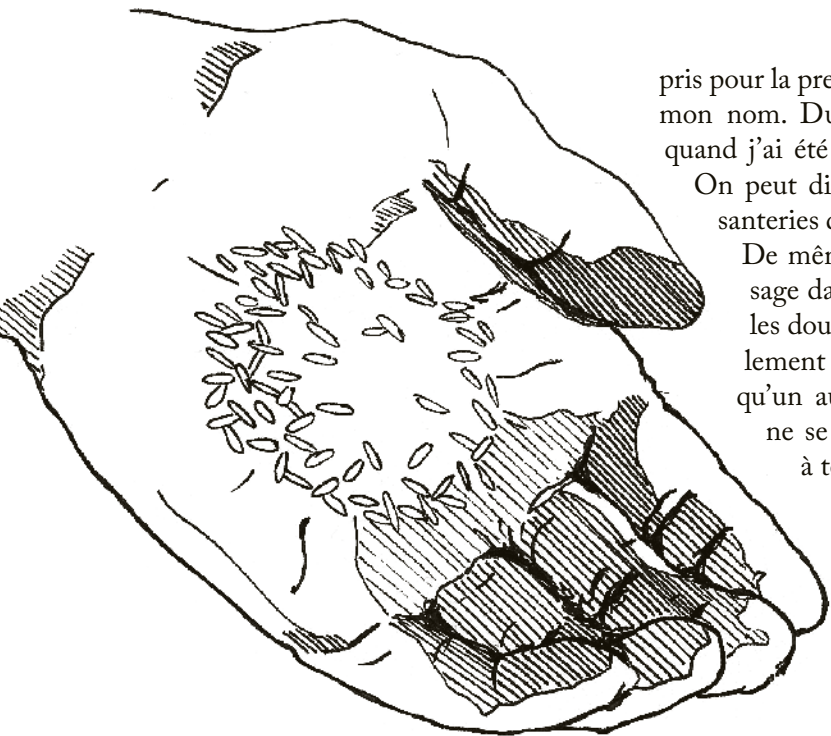
C'était leur travail et ils étaient plus rigoureux. Parfois ils te tiraient dessus.

Au pays, un a été atteint aux jambes et un autre a été également touché. Toujours par les Suisses. Si tu réussissais à leur échapper une fois et qu'ils te reprenaient, c'était des gifles - et pas du tout pour rire. Les Italiens, au contraire, ne te frappaient pas et ne te tiraient pas dessus. Peut-être qu'ils comprenaient pourquoi tu faisais ce métier.

Comment étaient vos rapports avec la douane?

Pas mauvais. Il y avait parmi eux des gens qui savaient y faire, aussi bien pour marcher que pour se mettre d'accord avec les contrebandiers. Mais les relations n'étaient pas mauvaises. Quand tu te trouvais avec eux au pays, tu pouvais





pris pour la première fois : on avait donné mon nom. Du coup j'en ai fait autant quand j'ai été pris pour la seconde fois.

On peut dire que c'est une des plaisanteries que se faisaient les groupes.

De même, à l'approche d'un passage dangereux où l'on savait que les douaniers se postaient généralement tu te cachais en attendant qu'un autre groupe passe. Si rien ne se passait, tu pouvais y aller à ton tour.

Y avait-il des méthodes particulières pour tromper la surveillance de la douane ?

Il y avait bien des façons.

Quand tu avais reconnu la présence des douaniers en un

les plaisanter. Par exemple, tu leur offrais quelque chose en leur disant « C'est bon, hein, ça vient de Suisse ». C'était dit sans méchanceté et sans haine. On peut dire que chacun faisait son métier pour vivre.

Y avait-il des rivalités entre contrebandiers ?

Pas excessivement, et sûrement pas à l'intérieur des groupes. Quelquefois entre des groupes de pays différents.

Chaque pays avait son groupe ?

Pratiquement oui, chaque pays avait son groupe, avec son centre de ravitaillement et d'écoulement des marchandises. Pour revenir sur la rivalité entre les différents groupes, si tu étais pris et que tu n'étais pas déjà connu tu pouvais t'en tirer en donnant le nom d'un d'un autre pays, par exemple de Santa Maria ou de Toceno. C'est ce qui m'est arrivé quand ils m'ont

point de passage obligé, tu envoyais en avant un certain nombre de personnes sans chargement qui, une fois arrêtés – généralement par les Suisses – disaient qu'ils avaient passé la frontière pour venir chercher du travail. Les gardes étaient alors obligés de descendre à leur casernement pour les identifier avant de les relâcher. Ceux qui étaient restés avaient le passage libre, mais devaient descendre le chargement des autres, ce qui était très dur.

En hiver dans la neige, les traces sont plus visibles. Comment faisiez-vous pour ne pas vous faire repérer ?

C'était vrai pour tout le monde. Eux savaient si nous étions passés, et nous si eux étaient passés. S'il se mettait à neiger, tu t'abritais dans un chalet, tu laissais venir un peu de neige fraîche et puis tu te mettais en route, de sorte que la neige qui tombait recouvrait les traces.

C'était donc un « travail » très dur ?

Oui, mais on s'y faisait. Il y avait aussi des femmes pour le faire, et comme les hommes, avec 30 kg. C'était peut-être la maman qui allait à Navare prendre le riz, et puis la fille qui se le mettait sur les épaules et le portait en Suisse. On cherchait aussi à faire quelques petits voyages à titre personnel. On gagnait plus mais on risquait sa mise.

Alors ce riz providentiel faisait un parcours infernal ?

Certains le faisaient venir en gros de la rizeraie. D'autres venaient le chercher avec la valise ou le sac de montagne.

Les itinéraires étaient-ils toujours les mêmes ou changeaient-ils ?

Tout dépendait d'où l'on partait. Je partais de Druogno, mais un de mes amis partait toujours de Masera, faisait toute la vallée de l'Agerina, montait à la Larice Secca, sortait de la Bocchetta di Regozzo au col de l'Omo, et puis toutes ces cimes suisses pour entrer peut-être par le Val Grande.

Mais il vous fallait au moins quatorze heures ?

C'est sûr. Mais le temps ne comptait pas, parce que tu devais t'arrêter à cause du mauvais temps. Dans la nuit, tu voyais quelque chose bouger alors tu t'arrêtais. Au matin tu t'apercevais que c'était un arbre, mais tu avais perdu plusieurs heures. Nous avons beaucoup d'hésitations, mais le plus souvent c'est nous qui imaginions le danger. Une fois nous avons mis neuf jours pour faire le voyage, alors qu'on partait à notre recherche...

Combien y avait-il de contrebandiers dans le Val Vigizzo ?

Je ne peux pas dire précisément parce que – peu ou prou – nous l'étions quasiment tous, surtout pendant la guerre et tout de suite après.

Un de Malesco m'a dit avoir apporté en Italie une machine à coudre, meuble compris. C'est possible ?

Certainement. Nous avons porté de tout : accordéons, pneus, mercure, deux bouteilles à chaque fois. Chacune pesant 14 kg.

C'était malaisé à porter ?

Oui, car le poids était trop concentré. C'était plus agréable de porter des cigarettes, malgré le volume plus élevé.

Combien portais-tu de cigarettes ?

Les cigarettes, je les portais au retour. J'allais avec du riz ou une autre marchandise et je revenais avec deux cartouches, ce qui faisait deux mille paquets à chaque fois.

Chaque groupe avait son territoire ?

Non, le terrain était libre et les parcours choisis selon la valeur de ce que l'on portait.

La contrebande existe-t-elle encore ?

Certainement, elle existe encore, mais personne ne la fait plus pour vivre, mais pour s'enrichir. Il n'y a plus de denrées « propres », et c'est naturellement beaucoup plus dangereux.

Lucia Guida et Silvano Moroni, traduit par Raymond Siestrunk.

Extrait de la *Rivista della montagna*, n°109, juin 1989.

Illustrations de Mehrake et Riatri



UNE ENVOLÉE
AVEC LES CORVIDÉS

CHOUCAS DES TOURS

Contribuer à se réapproprier des connaissances sur la faune, la flore ou sur des pratiques et savoir-faire qui leurs sont liés fait partie des préoccupations de celles et ceux qui animent la revue *Nunatak*.

Le texte qui suit y participe en nous faisant découvrir, à travers divers aspects, un bipède bien étonnant, non-emblématique et souvent méprisé : le choucas des tours.

Devenu à partir du Moyen-Âge et l'avènement du christianisme « oiseau de malheur » ou « vedette du bestiaire du diable », il a longtemps été classé comme nuisible, au même titre que les autres corvidés à plumes noires. Et pourtant...

Suite à quelques quiproquos sur le sujet de ce papier, précisons qu'on parlera bien ici d'un oiseau agité de la famille des corvidés et que la mafia Lajaunie fera l'objet d'une enquête d'investigation ultérieurement.

Pour poser un premier tableau d'ensemble, rappelons que les membres « européens » qui composent cette turbulente section d'oiseaux, sont, outre le choucas, le casse-noix, le crave, le geai, le corbeau freux, le grand corbeau, les corneilles noires et mantelées, la pie et le chocard¹. Les corvidés sortent clairement du rang chez les passereaux, dont ils partagent l'ordre de classification. Notamment parce qu'ils ont été plutôt bien armés pour la vie : costauds, dotés de becs puissants et clairement opportunistes en termes d'alimentation. Une autre de leurs particularités est leur longévité exceptionnelle pouvant les mener jusqu'à l'âge honorable de quinze ans. Capables pour la plupart d'utiliser des outils ou de comportements sociaux complexes, ils sont pourvus d'une intelligence et d'une mémoire qui ne cessent de remettre en cause les évidences scientifiques sur les capacités cognitives animales².

Passionnants par leur vivacité, leurs capacités et leur sociabilité, ils le sont aussi par leur histoire commune avec l'homme. Leurs caractéristiques complexes ont nourri au fil de l'eau un imaginaire ambivalent chez les humains. Le *corbeau*, terme utilisé populairement pour désigner tous les corvidés noirs de plumes (choucas,

corbeaux, corneilles...), a une image plutôt positive dans les mythologies européennes³. Chez les Grecs comme chez les Slaves et les Germains, l'animal était associé à l'omniscience, à l'observateur, ou encore à une présence quotidienne amicale. Odin, chef du panthéon germano-scandinave est représenté accompagné de deux corbeaux, l'un symbolisant la mémoire et l'autre l'intelligence. Il en va de même pour Lug, dieu celte. L'avènement du christianisme médiéval dans nos campagnes marque le début d'une période difficile pour les *corvus*. L'Église entame une lutte sérieuse pour casser la vénération dont le corbeau fait encore l'objet dans les cultes païens du Moyen-Âge. Il devient la vedette du bestiaire du diable, oiseau de malheur, pilleur de champs. Mangeurs de cadavres, ennemis de l'Église et des paysans, les corbeaux sont chassés, piégés, détruits... parce que ça fait du bien.

Longtemps classé comme nuisible, chassé et empoisonné, le choucas est depuis 1989 une espèce protégée. Le constat d'une baisse importante des effectifs lui a permis de quitter juridiquement le statut d'ennemi public des récoltes et de l'espèce humaine. Au-delà de sa destruction directe, les causes recensées de cette perte de population sont diverses et communes : industrialisation de l'agriculture, exploitation intensive de ses milieux de prédilection, diminution des emplacements de nidification, dommage collatéral de la lutte contre d'autres nuisibles à plumes tel que le pigeon biset...

Aujourd'hui, la population paraît s'être stabilisée, ce qui est plutôt une

1 Le comité ornithologique international n'a toujours pas choisi d'y intégrer les gardiens du Mur.

2 GEROUDET (P.), *Les passereaux d'Europe*, tome 2, *De la Bouscarle aux Bruants*, Delachaux et Niestlé, Paris, 2010.

3 *L'homme et le corbeau, une étrange proximité*, émission diffusée sur France Culture le 26 septembre 2015.

chouette nouvelle alors que le nombre de passereaux ne cesse de chuter. Ce qui n'empêche cependant pas les mesures dérogatoires d'abattage façon ball-trap, pour faire rempart aux « meutes de choucas qui s'abattent sur les champs »⁴ ou de préserver de riantes cités de la dégradation par la fiente.

Qu'est-ce qu'un choucas ? ...

Le choucas des tours est connu sous le petit nom latin de *corvus monedula*, ce qui, soyons honnêtes, ne sert pas souvent. C'est un piaf vif, toujours en mouvement, animé d'une curiosité extrême, tempérée par de la méfiance et une grande ténacité. Il y en a quasiment partout en France, sauf dans six départements du Sud-Ouest où il est absent, ou fort rare. Autre limite géographique, on le trouve difficilement au-delà de 1 200 mètres d'altitude. Pour le reste, il est capable de s'installer en ville comme dans les plaines ou les villages, dès lors qu'il peut y trouver falaises, ruines, tours, châteaux, allées de grands arbres ou forêts pour nicher. C'est donc l'un des corvidés que l'on croise le plus fréquemment, il n'y a pratiquement aucun village qui n'accueille pas une de ces colonies de plumitifs. Et pour autant, on le connaît et l'identifie souvent difficilement, l'associant globalement aux plumes noires des corbeaux et corneilles.

Le choucas n'est pas vraiment un oiseau qui fait dans l'esbroufe visuelle. L'allure est trapue, le plumage noir à reflets pourpres ou bleus, sobre, est identique pour les deux sexes. Pattes et becs sont également noirs. La tête est soulignée par une demi-lune argentée sur les côtés et

l'arrière du cou. Son œil blanc-bleu clair est particulièrement marqué et lui donne un air tantôt malin, tantôt éberlué. C'est un corvidé de petite taille, similaire à celle d'un pigeon : une trentaine de centimètres du bec à la queue, pour une envergure toutes ailes déployées de 67 centimètres. Comme tous les oiseaux, c'est un poids plume, l'animal pesant entre 193 et 257 grammes. Pour le différencier visuellement des autres ailes noires, il faut donc prendre en compte la taille, bien plus petite que celle des corneilles ou des freux avec lesquels il aime à sautiller dans les champs, ainsi que la couleur de l'œil. Il est fréquent de le confondre avec le chocard, corvidé d'une taille relativement similaire mais le bec de ce fier cascadeur des montagnes est d'un jaune bien net.

Si la sobriété est de mise pour le plumage, il n'en va pas de même pour le ramage. La voix du choucas est sonore, criarde, rauque. Elle porte. Et il aime à l'utiliser avec enthousiasme, notamment pour rester en contact permanent avec son partenaire et son groupe. Si l'idée de « braillards fatigants » te traverse l'esprit à la rencontre d'une troupe de corvidés perchée sur les cheminées ou dans les clochers, c'est qu'il s'agit d'une identification de choucas réussie. Au-delà des cris de liens au groupe, « tchia/tjac » clairs et brefs, Lorenz⁵ a également identifié

5 Konrad Lorenz est toujours le seul prix Nobel de physique ou médecine pour des travaux d'éthologie (1973). Biologiste autrichien, il a longuement étudié les comportements des animaux sauvages et domestiques, et posa les bases de l'éthologie classique vers 1930, notamment par le biais de ses travaux sur l'inné et l'acquis, ou encore de ses théories de l'agressivité et de l'imprégnation. Ce parcours reste légèrement entaché par son adhésion au parti nazi à partir de 1938. Bien que datées, ces recherches sont un des socles sur lesquels se développent aujourd'hui l'éthologie cognitive, la sociobiologie ou encore l'éthologie comportementale (et

4 « Choucas. L'espèce protégée dans le collimateur », *Le Télégramme*, 11 mai 2018,

certaines variations aux significations précises : « kia » pour « vole avec moi », « yup » pour la défense collective des nids ou « kiao » pour « rentrons ». Concernant ce dernier cri, Lorenz le remarque à l'hiver 1929. Cela fait alors deux ans qu'il favorise l'implantation d'une colonie de choucas sur sa maison d'Altenberg, ayant lui-même installé en liberté sur les lieux une première dizaine de très jeunes oiseaux. La colonie est alors aux prémices de son développement, composée de quelques oiseaux adultes, et des jeunes de l'année. Il relate le débarquement d'une troupe massive de freux et choucas migrants dans le champ voisin un jour d'hiver. Les jeunes choucas de sa colonie ne résistent pas à l'attrait du groupe et de l'agitation, et Lorenz assiste impuissant à leur disparition dans la nuée d'ailes noires, convaincu que ses plus jeunes sujets d'étude suivront la migration. Il voit alors deux des choucas les plus anciens mettre en place un manège similaire, consistant à repérer dans le groupe un jeune de la colonie, et le survoler en essayant de l'entraîner dans leur vol vers Alten-



berg à grand renfort de « kiao ». Les deux oiseaux finirent par ramener tout le monde au bercail, permettant à Lorenz d'étudier les choucas chez lui pendant plus de vingt-quatre ans et de publier le très passionnant (bien que daté) *Les compagnons intemporels*. A priori, ces cris ne peuvent pas s'apparenter à des ordres consciemment donnés, mais à des expressions d'humeur pouvant contaminer les autres oiseaux ; l'équivalent de notre bâillement par exemple.

Le choucas est un oiseau marcheur qui se déplace par bonds et cherche sa nourriture à terre. Omnivore, l'occasion fait le larron et son régime alimentaire est donc particulièrement varié : insectes et larves, escargots, limaces, œufs, jeunes oiseaux, petits mammifères, graines, fruits, patates et nombreux détritiques. Sans oublier l'intégralité des échalotes du Finistère, d'après la presse d'investigation bretonne. Il maintient l'objet de sa convoitise au sol avec ses doigts pour les travailler au bec, avec lequel il déchire, perce, découpe, pince, arrache et déterre. On mésestime les capacités d'un bec. Les aliments qui ne sont pas mangés sur place sont souvent emportés dans une poche placée sous la langue afin d'être dissimulés ailleurs. On ne détermine pas bien si les cachettes sont retrouvées grâce à une super mémoire, ou si le furetage incessant de l'animal l'amène à retomber dessus. Cet oiseau, comme tous les corvidés, présente une certaine passion pour les objets brillants ou sortant de l'ordinaire qu'il aime à ramasser ou stocker, et un attrait certain pour le jeu notamment en vol :

notamment la réinterrogation du sens des notions d'inné et d'acquis). Particulièrement porté sur les oiseaux, Lorenz installa une colonie de choucas en liberté sur sa maison et étudia pendant plusieurs décennies ces volatiles, produisant des observations de manière prolifique. Elles sont notamment présentées dans le livre de Lorenz, *Il parlait avec les mammifères, les oiseaux et les poissons*, traduit en français chez Flammarion en 1968.



tournoiements planés, acrobaties, loopings, chutes vertigineuses ou vols nerveux à plusieurs...

... DES CHOUCAS!

Le besoin social prend chez les corvidés des formes bien plus accusées que chez les autres oiseaux, tout particulièrement chez le choucas⁶. Le choucas n'est jamais seul, il est finalement un pluriel. C'est donc en colonies pouvant rassembler 5 à 50 couples qu'ils s'installent. Leurs nids dessinent au printemps une zone précise, animée des allées et venues par groupes, fusant d'alarmes collectives et furieuses, secouée de disputes territoriales pour l'obtention des meilleurs nids auxquelles adorent participer les voisins. Et comme on n'a jamais assez de copains, il est à noter qu'au-delà de l'association inter-choucas, l'animal prend plaisir à la fréquentation d'autres corvidés, comme les freux, s'associant pour pâturer les champs⁷ ou passer la nuit dans un bois en hiver.

Cavernicole, les choucas sont susceptibles de s'accommoder d'une grande diversité de sites de nidification; les colonies s'installent aussi bien dans des rochers (falaises, carrières...) que sur des édifices humains (églises, ruines diverses et surtout cheminées, les choucas visant la destruction de l'espèce humaine par le biais du monoxyde de carbone⁸).

La plupart des couples s'apparient au printemps qui suit leur naissance, et ne se reproduiront qu'au printemps suivant. La formation des duos se déroule selon un processus complexe de séduction et d'attentions. Bataillant contre les autres choucas, le jeune mâle cherche à s'approprier un creux pour signifier son intérêt à une femelle déterminée. Peu importe à ce stade que la taille du trou permette d'accueillir réellement un nid. N'importe quelle cavité trop étroite suffira pour débiter la « cérémonie du tsik » dans la mesure où il s'agit d'une scène de théâtre et non pas de la future baraque du couple. Une fois le trou obtenu, l'oiseau s'installe fièrement devant et « tsik » inlassablement à l'attention de la jeune choucas. Celle-ci, après tout un manège de regards en coin, finira au choix par s'envoler loin du raseur, ou signifier son intérêt réciproque par une courbette frémissante. C'est une parade symbolique qui ne conduira que bien plus tard à un accouplement. Elle marque généralement le début immédiat d'une communauté offensive et défensive à vie, où chacun prendra furieusement le parti de l'autre. Les marques d'attentions entre les deux oiseaux dureront des années, lui lui bourrant le bec d'offrandes alimentaires, elle lui lissant les plumes du cou pour un gominage de qualité.

Entre mars et avril, les cavités (ou cheminées) élues par les couples sont bouchées par tout ce qui leur tombe sous le bec (crottin, branchettes, terre...) jusqu'à ce que le nid soit accessible. Une couche plus molle de crins, foin et autres plumes sera rapidement agencée pour finir l'ouvrage, le choucas signant plutôt dans

6 Oskar HEINROTH, 1923.

7 Et ruiner les campagnes, rappelons-le.

8 « Ce sont les choucas ou nos récoltes, les choucas ou la sécurité de nos maisons », extrait (pour

une fois fendard) d'un site d'extrême-droite identitaire breton se présentant comme média indépendant.

la catégorie « gros-oeuvre » que stuc de finition. Le nid accueille fin avril cinq œufs, couvés par la femelle pendant une vingtaine de jours. Les jeunes quittent les lieux après avoir été nourris par le duo de parents vers 30-35 jours. Ils stationnent alors autour des nids, puis seront conduits aux champs par la troupe pour apprendre à saccager nos récoltes. À l'automne, toute la tribu (couples, jeunes intégrés à la colonie, individus isolés...) vagabondera ensemble, désertant plus ou moins la colonie pour rallier des dortoirs ponctuels (des grands arbres, donc).

À la différence de pas mal de piafs, les jeunes choucas appréhenderont les dangers au travers d'un mélange d'expériences individuelles et de transmission collective. La plupart des oiseaux (pies, canards, rouge gorges, oies...) prennent la fuite devant les prédateurs, même en ayant été élevés par des hommes et sans aucune expérience de l'ennemi. Ce n'est pas le cas des petits choucas. Le danger doit leur être enseigné, chaque colonie transmettant par ces réactions bruyantes et collectives la connaissance de ce qui doit être redouté. Cette particularité apparut évidente à Lorenz lorsqu'il commença à essayer d'installer de très jeunes choucas en liberté à Altenberg, sa troupe d'oiseaux se montrant plus intéressée qu'effrayée par les greffiers de la maison. Les chats leur portant un intérêt tout aussi réciproque, le début du projet nécessita un renouvellement régulier des pionniers de la colonie. Une seule réaction semble exister collectivement chez tous les choucas du monde de manière innée ; celle qui consiste en l'agression violente de tout être vivant portant quelque chose de noir et pendant. Les choucas se mettent alors à brailler de manière stridente toutes

ailes écartées et à attaquer le prédateur.

Enfin, quelques remarques concernant le fonctionnement de la vie collective. La colonie est construite selon une « structure sociale fermement conservatrice »⁹. Les couples dominent les individus isolés, les mâles les femelles. Lorsque les duos se forment, les femelles prennent automatiquement le rang hiérarchique de leur compagnon. Les conflits communs ne concernent que les choucas de rang proche (« despote » contre « prétendant au trône », ou n°14 *versus* n°15), n'amenant qu'à de petites modifications de la structure du groupe. Lorenz écrit n'avoir vu qu'une fois au cours de plus de 20 ans d'observations un « despote détrôné par un jeune révolutionnaire ». Dans le cas de ce que les choucas semblent considérer comme des conflits sérieux, c'est-à-dire des conflits portant sur l'obtention des meilleurs nids, l'ensemble de la colonie, et tout particulièrement les choucas de rang élevé, se permettent d'intervenir, prenant parti contre le plus puissant des querelleurs. Bref, les choucas c'est choucard, kiffez-les.



Bobby
Illustrations de Rita

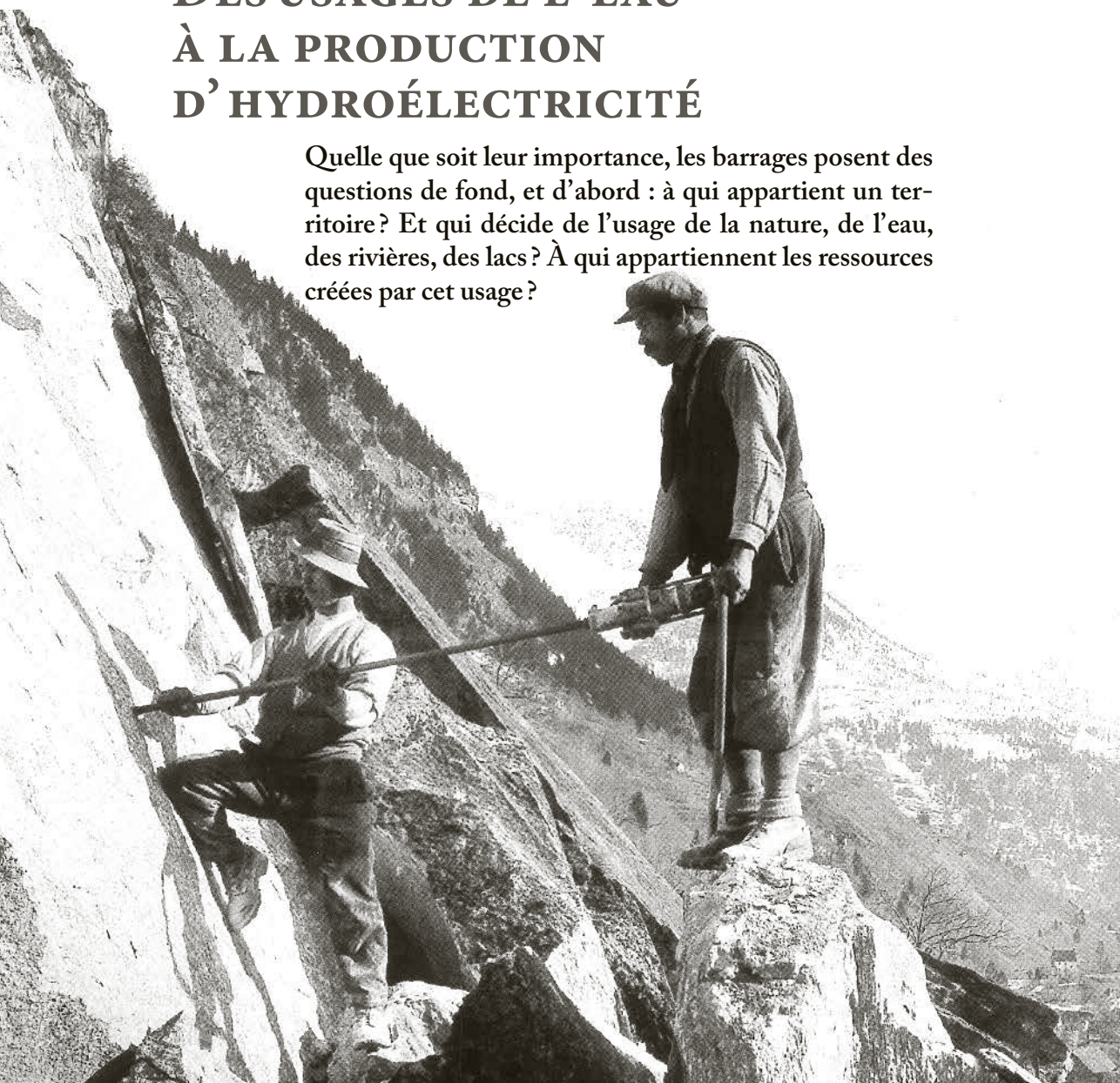
⁹ LORENZ, 1968



LE BRUIT DU FLEUVE CONGO N'EMPÊCHE PAS LES POISSONS DE DORMIR

DES USAGES DE L'EAU À LA PRODUCTION D'HYDROÉLECTRICITÉ

Quelle que soit leur importance, les barrages posent des questions de fond, et d'abord : à qui appartient un territoire ? Et qui décide de l'usage de la nature, de l'eau, des rivières, des lacs ? À qui appartiennent les ressources créées par cet usage ?



Une histoire ancienne

Le plus ancien barrage connu a été construit sur le Tigre en Mésopotamie par le roi Assyrien Sennacherib pour lutter contre les crues du fleuve issues des précipitations en provenance de l'Anatolie et des Monts Zagros. Mais ce roi, après un siège de quinze mois, massacra les habitants de Babylone, mit le feu aux temples et aux maisons, acheva de détruire ce qui pouvait en rester en inondant la ville : « je la dévastai en l'inondant, de sorte qu'elle devint une prairie¹ ». Il fit ensuite creuser des canaux pour la culture du coton, et construisit le magnifique aqueduc de Jerwan pour alimenter Ninive et ses jardins suspendus depuis les montagnes de Khinis.

L'histoire des usages de l'eau, usages agricoles, artisanaux, essentiels à l'économie des hommes, est très ancienne. Pendant deux millénaires les rendements sont faibles, les techniques sont rudimentaires. Les installations fonctionnent au fil de l'eau, les retenues d'eau sont peu importantes, soumises aux débits variables saisonniers, aux aléas climatiques, aux crues. Les sites sont quelquefois détruits par la nature, abandonnés par l'homme, quelquefois repris ou déplacés. L'exploitation de la ressource est source de conflits ; la féodalité installe des droits d'usage, de tirage, diverses taxes.

À la sortie du Moyen-Âge se développent les moulins, les forges, fabriques, lavoirs à mine et ateliers de tissage utilisant la force de l'eau. En 1840, Nadaut de Buffon,

neveu du naturaliste, recense les 108 030 moulins et usines à eau en activité en France².

Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, la révolution industrielle transforme profondément l'activité des hommes. Dans les massifs montagneux des Alpes et des Pyrénées, la mise au point des turbines et la maîtrise des techniques des conduites forcées de haute chute sont le point de départ de la production électrique. La modernisation des moyens de production appelle alors la construction de barrages qui n'existaient quasiment pas avant les années 1880.

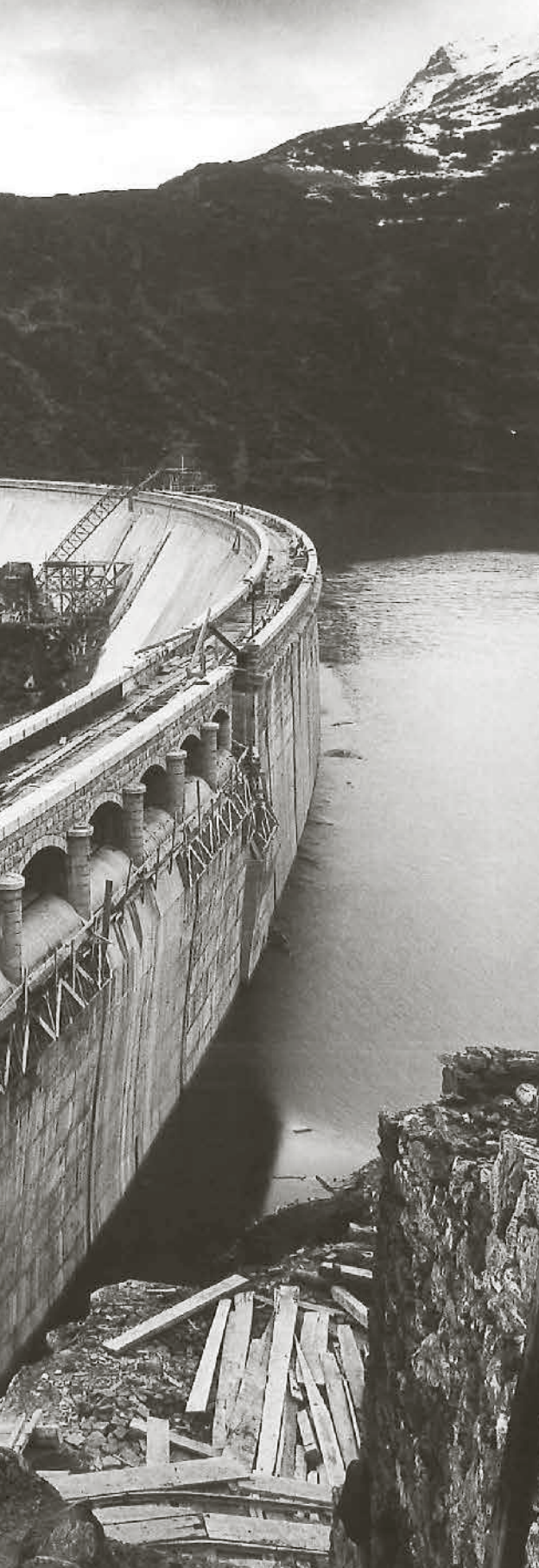
Les barrages les plus anciens, certains datant de plusieurs siècles, servaient à alimenter les canaux de navigation. Quelques uns, de plus grande taille, alimentaient les villes en eau, régulaient les débits, protégeaient des crues, servaient aussi à l'irrigation. Ces techniques et installations nouvelles entraînent des conflits sur l'usage, les droits d'eau, les compensations financières liées au foncier. Mais pas seulement, il y a aussi les résistances à la transformation du milieu naturel, à la mort des rivières, à l'abandon des activités pastorales, aux déplacements forcés.

Deux logiques sont en présence : une énergie exportée, ou une énergie organisée autour d'une autonomie énergétique locale. Les grands barrages ne sont alors pas toujours acceptés socialement ou intégrés au paysage.

1 Prisme de Sennacherib, au British Museum .

2 Nadaut DE BUFFON, *Des usines sur les cours d'eau, développement sur les lois et règlements qui régissent cette matière*, Carilian-Goeury et Dalmont, Paris 1841.

Photographies p.52, p.54 et p.57 de Antonio Paoletti, prises pour le compte de l'entreprise milanaise Girola qui participa, entre les années vingt et la fin de la guerre, à la construction d'un grand nombre de centrales électriques, barrages, tunnels, etc., principalement dans le Nord de l'Italie.



Les forces de la montagne

Aristide Bergès, ariégeois de naissance, fils de papetier, a le goût de l'innovation : à l'Exposition universelle de Paris en 1868 il présente un défibreux, sorte de râpe à bois. Un industriel, Matussière, intéressé par ce matériel, conquis par le personnage, l'invite à venir s'installer dans les Alpes. L'homme des Pyrénées va s'installer à Lancey dans le Grésivaudan, vallée entre Grenoble et Montmélian, pour y créer sa propre fabrique de pâte à papier. Il installe la première haute chute de la région, de près de 200 mètres, alimentant une turbine pour faire fonctionner ses défibreurs. Dans les années 1880, il installe une seconde conduite forcée, fait construire un barrage de rehausse des eaux, augmentant la capacité du lac Crozet, à 1968 m d'altitude, et perce, 25 mètres au-dessous de la ligne d'eau, une galerie pour alimenter son usine. Il adjoint à ses turbines une dynamo Gramme et produit de l'énergie hydro-électrique, qu'il appelle *houille blanche*. Il électrifie son village, Lancey, puis la vallée du Grésivaudan, où il alimente une ligne de tramways. En 1882, il installe une chute de 500 mètres, dispose alors de 6 000 chevaux de puissance et fabrique 2 000 tonnes de papier par an. « Le progrès, disait-il, doit servir l'homme, le kilo de papier à 1 franc pour développer la lecture, 1 sou par lampe et par jour pour que chacun ait l'électricité ». Aristide Bergès a le sens de la formule. Les dernières années de sa vie sont contrariées par les procès que lui font pourtant riverains, usagers ou concurrents directs. En 1925, Grenoble accueille l'Exposition internationale de la Houille Blanche et du Tourisme, fréquentée par plus d'un million de visiteurs. Pour l'occasion on construit une

En 1876, pour compenser le faible débit de la Lancey et alimenter sa papeterie, Bergès fait creuser le rocher et détourne les eaux qui alimentent le Doménon vers le lac Crozet ! Les industriels de Domène font sauter le canal de Bergès à la mine. Après 8 ans de bagarres, le 2 juillet 1884, un jugement du tribunal de Grenoble répartit l'usage ainsi : 1/3 pour la Lancey, 2/3 pour le Doménon. Un ingénieur, René de la Brosse, est chargé de la construction d'un répartiteur. Achievé en 1894, celui-ci est toujours en activité, visible au-dessus du refuge de La Pra dans le massif de Belledone.

tour d'orientation, en *or gris*, la plus haute tour en béton armée de l'époque, 80 m de hauteur. La Tour Perret, aujourd'hui classée monument historique, est le seul vestige de l'exposition. Autre vestige, un discours vertigineux du conseiller général de l'Isère de l'époque, accueillant le président Domergue le 2 août 1925 : « Vous êtes venus constater dans notre Exposition la victoire de l'Homme sur la Nature et la prise de possession des forces de la montagne. Nos Alpes, toutes ruisselantes de leurs eaux claires, sont désormais au service de l'Humanité ».

Première guerre mondiale

Revenons un tout petit peu en arrière. La mobilisation générale sonne pour les industriels, l'État confie aux patrons des multinationales les profits de la guerre. La France était déjà la première puissance européenne en matière de production hydroélectrique, mais la pénurie de main-d'œuvre mobilisée dans la guerre entre 1914 et 1915 a ralenti la progression des chantiers de construction de nouvelles unités de production.

L'État français fait alors appel massivement à la main-d'œuvre étrangère espagnole et, à partir de 1916, investit lui-même directement dans les sociétés en charge du secteur, sous forme de prêts, tout en accélérant les procédures administratives.

Cependant la France ne dispose pas du maillage national du réseau nécessaire aux besoins de motorisation de la guerre. La dépendance énergétique accroît les risques de pénurie dus aux difficultés d'approvisionnement, aux coûts accrus du pétrole venu d'Amérique et du charbon fourni par l'Angleterre.

La France augmente alors sa production de charbon dans le Sud-Ouest et le Centre, mais cherche surtout à mieux organiser le transport de l'énergie. Elle accélère les aménagements en capacité de production hydroélectrique dans le Massif central et les Pyrénées notamment à partir de 1915. Dans les Pyrénées la production a plus que doublé entre 1914 et 1919, et celle du Massif Central (Tarn-Lot-Dordogne) a plus que triplé dans la même période. Les Alpes n'ont pas progressé d'autant, partant d'un niveau élevé. Cet effort de la production vise à alimenter les industries via la construction d'un réseau électrique national standardisé. Il répond à la forte demande énergétique des usines de la région parisienne, éloignées des sites de production. Les capacités de la France ont au total doublé entre 1914 et 1918, pour répondre aux besoins de la guerre. Cette guerre était aussi une guerre du pétrole, du charbon, de l'électricité, de l'acier, de l'automobile... en Europe, et dans les colonies. « On croit

mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels³. »

La loi de 1919, l'entre-deux-guerres

« L'État concède la construction, l'exploitation et l'entretien des barrages hydro-électriques, mais en est propriétaire. Nul ne peut disposer de l'énergie des marées, des lacs, des cours d'eau sans une concession ou autorisation de l'État. » (loi du 16 octobre 1919, article 1^{er}). Fleuves et rivières appartiennent en totalité au domaine public. Cette loi précise les durées des concessions, les obligations de surveillance, de maintenance des ouvrages, les taxes et redevances réparties entre collectivités, communes, départements, et l'État. Encadrement donc, mais qui préservait entièrement dans une première phase les intérêts des industriels du secteur électrique. La puissance de l'hydraulique passe de 880 mégawatts à 2 400 mégawatts en 1931, trois fois la hausse observée pendant la première guerre mondiale. Les opérateurs entament un sévère mouvement de concentration technique, territoriale, et financière. Le dispositif des concessions est élargi au transport d'énergie longue distance par la loi du 19 juillet 1922. L'effort de guerre a consacré l'importance des infrastructures dans tous les secteurs d'activité d'intérêt général – transport, rail, ports, production d'énergie, communications, poste... Les campagnes se transforment, la part des communes raccordées au réseau électrique passe de 20 % à 96 % entre 1918 et 1937. L'interventionnisme d'État accompagne de fait les intérêts des multiples sociétés privées du secteur, modifiant le paysage énergétique

électrique de l'entre-deux-guerres, avec la construction de réseaux électriques régionaux puis nationaux. « Les espaces de retombées économiques des activités utilisant l'énergie électrique s'éloignent des lieux de production de la ressource. Avant la première guerre mondiale, les espaces de retombées économiques positives en termes d'industrialisation et d'emploi et des retombées négatives en terme d'occupation de l'espace, d'usage de l'eau et de pollutions liées aux industries, coïncidaient⁴... »

En 1946, Le Conseil national de la Résistance considère qu'il revient à l'État d'exploiter la production, le transport et la distribution de l'énergie électrique. Il nationalise les multiples entreprises du secteur, et crée une entreprise publique à caractère industriel et commercial, EDF, Électricité de France. Cette nationalisation impose la péréquation tarifaire et met fin à la guerre des prix. L'entreprise devient par la suite une sorte d'étendard de souveraineté, un sanctuaire de l'*indépendance énergétique* (le développement du programme nucléaire civil à partir du nucléaire militaire du Commissariat à l'énergie atomique).

Une ouverture à la concurrence ?

L'article 106 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne stipule que « les États membres sont tenus de veiller, en ce qui concerne les entreprises publiques et entreprises auxquelles ils accordent des droits spéciaux, ou exclusifs, à n'édicter et à ne maintenir aucune mesure contraire aux règles des traités et notamment aux règles de concurrence. » La directive envisage pourtant des excep-

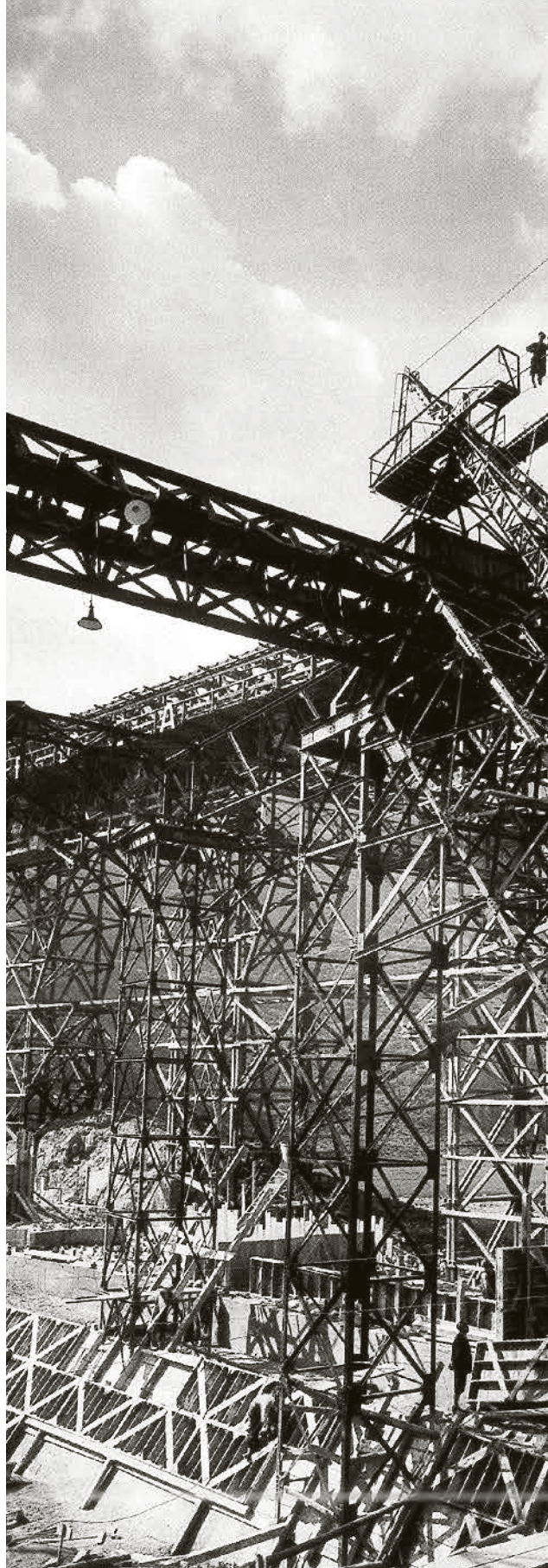
3 Anatole FRANCE, 1922

4 Anne DALMASSO, *L'ingénieur, la Houille Blanche et les Alpes. Une utopie modernisatrice.*

tions, que d'autres pays ont fait valoir, l'Allemagne en premier. La loi française place l'eau comme une exception, (voir encadré) pourtant trois gouvernements successifs ne l'ont pas relevé, le quatrième, l'actuel, non plus.

Loi du 3 janvier 1992 : « L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général. L'usage de l'eau appartient à tous dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits préalablement établis. »

Aujourd'hui, cent cinquante concessions de barrages hydroélectriques arrivent au terme de leur contrat, à l'horizon 2022. Près de 400 barrages seront concernés dans les années qui viennent, une quarantaine sont déjà en fin de droit. La loi de transition énergétique a introduit en 2016 la possibilité de grouper les barrages par grandes vallées (mais à l'intérieur de ces barycentres toutes les dates de fin de concession ne sont pas équivalentes). Elle prévoit en outre la création de sociétés d'économie mixte pour limiter la privatisation des ouvrages (!) et demande à l'Europe de pouvoir renouveler les concessions d'EDF et d'Engie, ex-GDF-Suez-CNR. Le 18 juillet 2018, le ministre de l'Environnement, entendu par la commission des affaires économiques du Sénat déclarait : « On ne pourra pas repousser en permanence l'échéance, nous n'avons pas beaucoup d'autres marges de manœuvres. » Finalement, dans la logique de la loi de transition, la France ayant abandonné le



statut d'Entreprise publique à caractère industriel et commercial de son opérateur historique depuis 2004, il est clair que la position de quasi monopole d'EDF SA est indéfendable.

Tout un fromage pour quelques barrages ?

Le moment est venu donc où l'État français accepte les transferts, non pas de la propriété des ouvrages, mais de la compétence, de la maîtrise, de la responsabilité, et de la rente des ouvrages existants. L'État dans la droite ligne de ses accords européens, organise le transfert des barrages de l'opérateur historique en situation de monopole, EDF, vers les multinationales concurrentes du secteur. Celles-ci réclament leur part du fromage, un double fromage, la houille blanche c'est d'abord des profits détournés d'investissements publics anciens, et c'est le mythe aujourd'hui des crédits carbone⁵.

5 Outil financier créé lors du protocole de Kyoto

Mais c'est aussi la responsabilité de ces ouvrages pleine et entière en ce qui concerne la qualité de l'eau des lacs et rivières, la quantité (étiage, soutien, gestion des crues), la régulation de la sécurité des centrales nucléaires en ajustant leur refroidissement, la gestion sédimentaire des retenues, la renaturation des sites, la compensation environnementale demandée. Les barrages gèrent par ailleurs un ensemble complexe de mesures météorologiques, géologiques, hydrologiques, stockent et transmettent leurs données aux gestionnaires des vallées et des bassins versants. Les activités de ce secteur se sont construites sur le mythe de la puissance, du tout réseau (les grands barrages), ou sur le mythe d'une autonomie de production locale (les micro-centrales). Un imaginaire de préservation du milieu naturel d'un côté, et un imaginaire du producti-

en 1997. Il crée un marché permettant aux entreprises de vendre ou d'acheter leurs émissions de gaz à effet de serre.

Les offensives extractivistes¹ menées par les grands groupes mondiaux du secteur de l'énergie exportent l'utopie globalisée de la modernisation et du développement, et contre toutes les résistances militarisent de vastes étendues environnementales. Au Népal, la mobilisation de la société civile a permis l'annulation de la construction d'Arun III soutenu par la Banque mondiale, projet ruineux (un milliard de dollars, soit une fois et demi le budget national du Népal). Ce projet aurait détruit l'une des dernières forêts intacte de l'Himalaya et menacé la survie des populations locales. À la place, de nombreux villages ont développé leurs propres micro-centrales hydrauliques dont certaines gérées collectivement. Au final, comparé aux capacités estimées d'Arun III, cela a permis de produire près d'un tiers d'électricité en plus en deux fois moins de temps et pour un coût divisé par deux².

1 « Qu'est-ce que l'extractivisme ? C'est un programme pour utiliser la terre et non pour vivre avec elle ; pour extraire ses biens comme matière première à échelle industrielle. Ils se fondent sur une prétendue prééminence de l'humain sur le reste de la nature et sur certains humains considérés comme inférieurs », Anna BEDNIK, *Extractivisme, exploitation industrielle de la nature, logiques, conséquences, résistances*.

2 Ronack MONABAY, Les amis de la terre, Forum alternatif de l'eau, Marseille, 2012.

visme de l'autre. C'est une étrange idée de vouloir installer dans deux couloirs parallèles la libre circulation des poissons et sédiments, la continuité écologique des cours d'eau d'une part, et les activités de production hydroélectriques d'autre part. Nos représentations de la rivière reposent de fait sur trois modèles, un modèle anthropocentré, l'hydroélectricité; un modèle écocentré, des activités diverses qui cherchent à préserver le patrimoine naturel tout en aménageant les cours d'eau; un modèle biocentré qui vise un retour à la rivière sauvage.

L'imaginaire énergétique des nations suit la ligne d'une utopie productiviste et les régions du monde ne sont pas à égalité de chance ou de risque selon la manière dont on veut voir les choses. Les aménagements du dernier demi-siècle ont force d'enjeux vitaux pour les populations, tandis que les nationalismes sont à l'origine de conflits dans les bassins transfrontaliers des grands réservoirs que sont par exemple le Mékong, (Chine-Laos-Cambodge-Vietnam), mais aussi l'Indus, les cinq rivières du Punjab, dans la région du Cachemire entre le Pakistan et l'Inde; le Tigre, l'Euphrate entre Turquie, Irak et Iran. L'Afrique ou l'Amérique du Sud portent aussi des projets et réalisations gigantesques qui bouleversent les continuités écologiques, impactent les populations en les déplaçant ou en les faisant disparaître.

Michel Hayotte

Bibliographie :

- MENEGOUZ JC, *Le monde alpin et rhodanien, revue régionale d'ethnologie*, 1985, p. 215-220, numéro thématique « usages et images de l'eau ».
- DALMASSO Anne, « L'ingénieur, la Houille Blanche les Alpes. Une utopie modernisatrice » *Le monde alpin et rhodanien, revue régionale d'ethnologie*, 2001, p. 25-38, numéro thématique : « le temps bricolé, les représentations du Progrès XIX-XX^e siècle. »
- DALMASSO Anne : « Barrages et développements dans les Alpes françaises de l'entre-deux-guerres », *Revue de géographie alpine*, 2008
- PERRIN Jacques-Aristide. *Hydro-électricité et continuité écologique des cours d'eau : analyse croisée des conflits et représentations liées à l'environnement et à l'énergie*, 2015.
- SUD-Énergie, Rapport transmis à la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, 16 mai 2018-08-05.
- Actes des journées « La Grande guerre et les travaux publics », *Pour Mémoire, revue des ministères de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, du Logement et de l'Habitat durable*, hors série hiver 2015-2016.



CR
LE RHONE
AU SERVICE DE LA NATION

UN COMPTEUR INTELLIGENT N'EST PAS LE CONTRAIRE D'UN COMPTEUR IDIOT

MORCEAU CHOISI DE L'ARTICLE
LINKY, TOUS CONNECTÉS... ET SEULS DE PIERRE VISSLER¹

Nous avons lu l'article de Pierre Vissler, *Linky : tous connectés et... seuls* paru en juillet 2018. Enedis en charge de la distribution électrique dans l'Hexagone poursuit son programme de remplacement de 35 millions de compteurs par les compteurs connectés Linky. Cependant, des collectifs anti-Linky, nombreux, éparpillés dans le paysage, agitent d'un côté un souci de santé publique, les champs électromagnétiques et l'*ondophobie*, et un système intrusif, réclamant le respect de la vie privée. Les promoteurs du projet agitent de leur côté la maîtrise des flux et des coûts, la garantie de la fourniture en période de pointe, l'intégration des énergies renouvelables.

¹ Nous vous invitons à lire l'intégralité de l'article : Pierre Vissler, « Linky, tous connectés et... seuls », *H2U* n°10, juillet 2018. <http://hau.eklablog.com/linky-tous-connectes-et-seuls> p1374180

Les maîtres du secteur de l'énergie depuis les producteurs jusqu'aux fournisseurs, la toile des entreprises adossées au gestionnaire Enedis transforment l'opérateur de réseau en opérateur du Big Data par le développement de ce qu'il est convenu d'appeler le smart grid (réseau intelligent) repeint en vert de la couleur de la transition énergétique. Le smart grid est le nouveau paradigme de la prise de pouvoir par la collecte, la transmission des données et les opérations à distance.

Il est cependant plus difficile de faire croire à un capitalisme vert que de faire pousser des haricots verts, c'est ce que l'article de Pierre Vissler, *Linky, tous connectés... et seuls*, propose de mettre en perspective. Derrière les écrans de fumée du développement durable, il est question ici de la marchandisation de l'électricité, de la boussole du capitalisme pointée sur le profit et le contrôle de masse.

Nous vous proposons la lecture de deux chapitres de cet article et en prologue cette citation de Pierre Vissler pour éclairer son travail: « Oui, écrire est pour moi un outil de réflexion. C'est pourquoi la forme finale d'un texte n'est pas forcément perméable, digeste, attrayante. Il a servi à l'auteur à avancer dans la pensée qui le construit. Pourquoi un tel exercice en public? Pour fixer l'idée, la retenir et ne plus pouvoir la renier. Elle a été exposée et c'est désormais avec elle qu'il faudra continuer. Un moyen de ne pas tourner en rond, sans doute. Une contrainte nécessaire. Comme un comédien ne joue pas seul devant son miroir. Écrire tout simplement... c'est compliqué¹. »

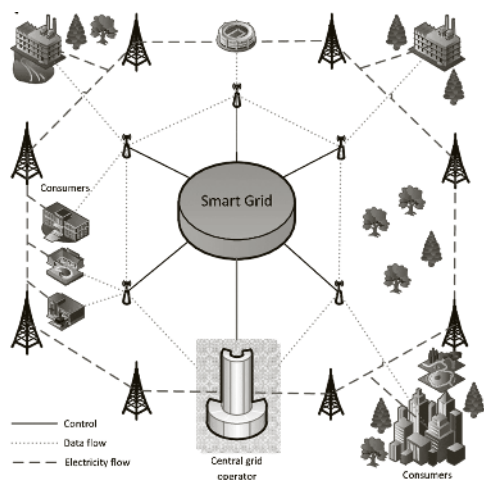
1 Pierre VISSLER, « Digressions 2 », *Hau* n°6, juillet 2016, p.148.

Big Data

La motivation d'Enedis est de vendre un service très pointu de gestion des flux. Un service de pointe ça se vend un prix d'or. Voilà, ce n'est pas si compliqué que ça, Linky. Un nom a même déjà été inventé pour le nouveau métier qui consiste à conduire les kWh par ici plutôt que par là : agrégateur. Et l'agrégateur qu'on aurait pu aussi bien appeler trader (ou est-il simplement aiguilleur?) jouera sur toutes les échelles, locale, nationale, internationale (grâce aux lignes THT qui sillonnent de plus en plus les pays, enjambent les frontières, balafrent les forêts). On les

voit déjà, la souris bien chaude au creux de la main, jouir du pouvoir de contrôler précisément qui consomme quoi, quand, pour quoi et à quel prix. Le smart grid est donc, nécessairement, un collecteur de données massives. Ce qui fait dire aux dirigeants de l'entreprise gestionnaire de réseau qu'elle est à présent un opérateur du Big Data¹. Et quand ils clament cela,

1 Définition de Wikipedia : « Le big data, littéralement « grosses données », ou méga-données, parfois appelées données massives, désigne des ensembles de données devenus si volumineux qu'ils dépassent l'intuition et les capacités humaines d'analyse et même celles des outils informatiques classiques de gestion de base de données ou de



ce n'est bien évidemment pas pour faire peur aux usagers de l'électricité mais pour se placer parmi les gros dispensateurs de données sur le marché. Dans un monde à l'économie globalisée ce sont ceux qui détiennent les informations pointues du fonctionnement des sociétés qui mènent la danse et en récoltent les fruits. Car la corrélation d'un nombre astronomique de données ramassées à chaque instant de la vie des personnes, des groupes, des entreprises... permet l'analyse de ce qu'aucun individu ou gouvernement ne serait capable de comprendre par lui-même. Et cette analyse rend possible la prévision des événements, l'anticipation des désirs, ... la lecture de la pensée. Fini, par exemple, le tarif de base d'une mutuelle de santé. Avec le Big Data, chacun étant profilé par le détail, le tarif sera parfaitement adapté à lui. Projeté sur tous les actes de la vie, ce mécanisme anéantit l'idée même de soli-

l'information. L'explosion quantitative (et souvent redondante) de la donnée numérique contraint à de nouvelles manières de voir et analyser le monde. De nouveaux ordres de grandeur concernent la capture, le stockage, la recherche, le partage, l'analyse et la visualisation des données. Les perspectives du traitement des big data sont énormes et en partie encore insoupçonnées. »

darité. Le Big Data c'est l'individualisme 2.0.²

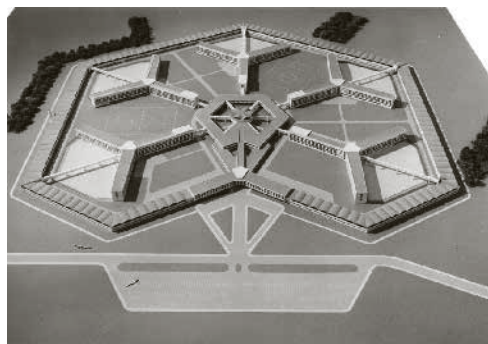
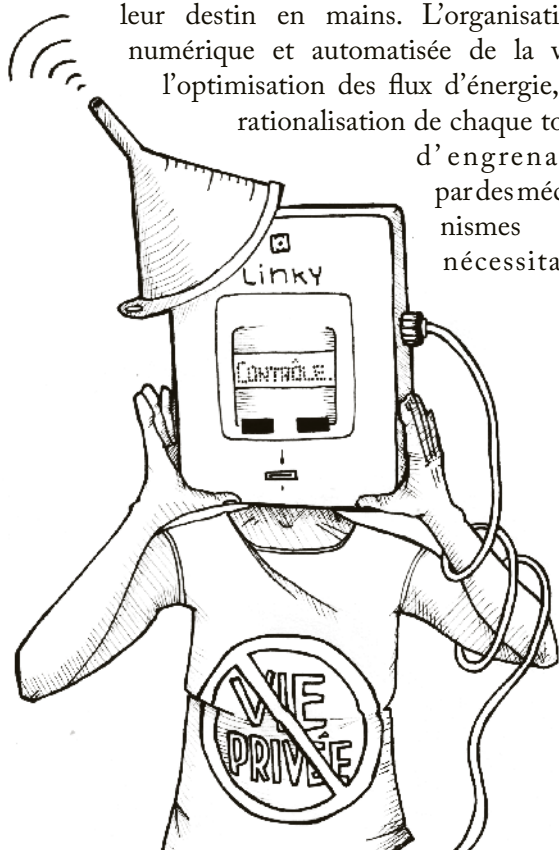
Transition énergétique

Là où la communication de la société anonyme Enedis et de l'État commence à être franchement risible c'est quand elle évoque le souci d'économie d'énergie. Chacun d'entre nous sait très bien que pour faire des économies il suffit de couper la lumière. Jusqu'à déléguer notre bon sens aux compteurs intelligents ! Les préoccupations des décideurs se situent tout à fait ailleurs. Toute cette machinerie de réseau numérique est au contraire prévue pour faire face à une forte augmentation de la consommation d'électricité qu'il s'agit d'organiser en s'y prenant le plus tôt possible (il n'y a plus que le gouvernement et les syndicats pour tenter d'endormir le peuple avec le joli conte des économies énergie et du gentil service public). L'avenir tout tracé car souhaité, c'est notamment celui des bagnoles à batteries qui sont appelées à remplacer les bagnoles à pétrole. Et c'est surtout dans cette perspective que le gestionnaire de réseau prend les devants afin de pouvoir assurer pleinement sa « mission » qui consiste à rendre possible leur recharge chaque soir de la semaine. C'est comme ça qu'est née l'idée de réseau piloté. Une maison connectée, c'est une maison dans laquelle tout fonctionne à l'électricité. Faire la publicité de cet hyper confort c'est donc construire un monde tout élec-

2 Dans la petite province de Soule, au Pays Basque, les poubelles pucées permettent de connaître la quantité de détritus déposée par chaque foyer dans le but avoué de faire payer en rapport. À chacun ses poubelles en fonction de son porte-monnaie.

trique contradictoire avec l'image verte affichée. On verra, dans les heures creuses, quand la demande est la plus faible, si les petits producteurs d'électricité solaire pourront longtemps continuer à vendre leur production. La priorité sera toujours donnée aux grosses unités de productions, aux centrales nucléaires qui vendent un kWh moins cher. En économie, les lois de la concurrence sont incontournables. Qui le contesterait? Mais cette maîtrise de l'équilibre du réseau et l'intégration des énergies renouvelables sur un réseau intelligent séduit nombre d'écologistes technophiles. Ils existent, je les ai rencontrés. Ils pensent que la technologie peut être bonne quand elle est utilisée par des gens intelligents, que industrie et écologie sont conjugables, peut-être même nécessaires l'un à l'autre. Ces écologistes-là soutiennent le monde logarithmique parce que, au fond, ils ne font pas confiance aux hommes et aux femmes pour prendre leur destin en mains. L'organisation numérique et automatisée de la vie, l'optimisation des flux d'énergie, la rationalisation de chaque tour

d'engrenage
par des mécanismes
ne nécessitant



*Maquette de la prison de Fleury-Mérogis :
une architecture panoptique*

pas l'intervention humaine sont donc souhaitables.³ La smart city c'est exactement ça. C'est propre (en surface au moins), économique, organisé, rationalisé, sécurisé et contrôlé.

La FEVE (Fédération des élus·es verts et écologistes), par exemple, s'exprime ainsi : « Linky est un maillon d'un projet plus vaste : rendre le réseau de distribution électrique « intelligent » en passant d'une chaîne qui fonctionne linéairement à un système où l'ensemble des acteurs est en interaction. Ce principe de « smart grid » jouera un rôle important dans la transition énergétique avec une meilleure connaissance et un pilotage actif de la consommation qui permettront une meilleure intégration des énergies renouvelables. C'est dans cet esprit que la loi de transition énergétique a décidé le déploiement de Linky.⁴ » Il est vain, après cela, d'attendre une critique radicale du système. De la même façon,

³ On est toujours ici dans la logique scientiste et de son fumeux anthropocène. Après avoir rendu le monde invivable, les ingénieurs viennent nous expliquer comment réparer tout cela puisque chacun d'entre nous en serait responsable. Ces diplômés et les troupes qui les servent souffrent d'un complexe de supériorité contre lequel il s'avère ardu de trouver un remède.

⁴ <http://lafeve.fr/le-compteur-linky>

il est impossible de trouver à ce propos un écrit décrivant la position du groupe Bizi (inventeur du concept Alternatiba). Très instructif également de lire la position de Sortir du nucléaire ou de l'entreprise éco-responsable Enercoop pour qui l'embarras est difficilement dissimulable. Beaucoup de groupes environnementalistes ou alternatifs sont de toute évidence gênés aux entournures face au déploiement des Linky. Ils trouvent très intéressante l'idée de gérer, optimiser et contrôler les flux d'électricité et soutiennent

donc ce déploiement mais ont peur, s'ils l'avouaient, de choquer une partie de leur audience potentiellement composée de personnes soucieuses des questions de santé. Ah, sans ces champs électromagnétiques, on aurait pu voir s'unir tous les obsédés de l'organisation des masses, de la gouvernance et du développement durable qui besognent aussi bien parmi les amoureux de la nature que chez ceux qui désirent poursuivre jusqu'au bout son assujettissement !

